



## Industries Lassonde inc.

### Rapport de gestion annuel - Exercice terminé le 31 décembre 2018

Le présent rapport de gestion relatif aux résultats, à la situation financière et aux flux de trésorerie de Industries Lassonde inc. (la « Société ») se doit d'être lu en parallèle avec ses états financiers consolidés audités (« états financiers consolidés ») et les notes afférentes. En plus de contenir l'analyse du quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2018 et de l'exercice terminé à cette date, le rapport tient compte de tout élément pouvant être considéré comme significatif survenu entre le 31 décembre 2018 et sa date d'approbation par le conseil d'administration de la Société, soit le 29 mars 2019 inclusivement.

L'information financière du présent rapport de gestion a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Des renseignements complémentaires, dont la notice annuelle et les attestations des dirigeants relatives à l'exercice financier 2018, sont également disponibles sur le site Internet de SEDAR au [www.sedar.com](http://www.sedar.com). À moins d'indication contraire, la monnaie de présentation des données financières du présent document est le dollar canadien.

### **Déclarations prospectives et utilisation d'hypothèses et d'estimations**

---

Toute déclaration contenue dans le présent rapport qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent rapport, les verbes « croire », « prévoir », « estimer » et d'autres expressions similaires ainsi que la forme négative de ces termes ou de leurs variations indiquent en général des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de Industries Lassonde inc. et elles sont assujetties à des risques connus et inconnus ainsi qu'à des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, le rendement ou les résultats réels de Industries Lassonde inc. soient sensiblement différents du rendement ou des résultats futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations. Des informations détaillées sur ces risques et incertitudes sont présentées à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du présent rapport.

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables et qu'elle utilise des hypothèses et des estimations qui ont une incidence sur les montants comptabilisés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges et sur les renseignements fournis quant aux passifs éventuels et actifs éventuels.

Les principales hypothèses et estimations utilisées par la direction sont les suivantes :

- ♦ Évaluation des revenus tirés de la vente de produits;
- ♦ Évaluation des impôts sur le résultat;
- ♦ Évaluation des actifs et passifs au titre des prestations définies;
- ♦ Évaluation d'actifs non financiers;
- ♦ Répartition du prix d'achat de l'entreprise acquise lors d'un regroupement d'entreprises; et
- ♦ Évaluation de la juste valeur des instruments financiers classés au niveau 3.

Puisque le processus de présentation de l'information financière exige l'utilisation d'hypothèses et d'estimations, les résultats réels portant sur les éléments faisant l'objet de ces hypothèses et estimations pourraient différer de celles-ci.

Pour plus d'informations, se référer à la section « Hypothèses et estimations comptables significatives » du présent rapport.

## Profil de la Société

---

Industries Lassonde inc. développe, fabrique et commercialise en Amérique du Nord une vaste gamme de jus et boissons de fruits et de légumes prêts à boire. La Société est une des deux plus grandes productrices de jus et boissons de fruits non-réfrigérés de marque privée aux États-Unis et une importante productrice de sauces aux canneberges. De plus, la Société développe, fabrique et commercialise des produits alimentaires spécialisés tels que des bouillons et sauces à fondue ainsi que des sauces pour pâtes. Elle importe aussi des vins sélectionnés de plusieurs pays d'origine afin de les conditionner et de les commercialiser. Elle produit également du cidre de pomme et des boissons à base de cidre.

La Société a complété en 2018 l'acquisition de Old Orchard Brands, LLC (« OOB »), un fabricant de jus et boissons de fruits basé à Sparta, au Michigan. OOB offre une gamme de près de 100 produits différents, incluant des jus 100 % et mélanges de jus à 100 %, des cocktails de jus à teneur réduite en sucre, des limonades et des thés aromatisés. OOB est un leader dans les jus et boissons de fruits prêts à boire dans la région du centre des États-Unis. La marque Old Orchard est également deuxième en importance aux États-Unis dans les concentrés de jus surgelés.

Les principales filiales en activité de la Société sont A. Lassonde inc., Apple & Eve, LLC (« A&E »), Lassonde Pappas and Company, Inc. (« LPC »), Old Orchard Brands, LLC, Spécialités Lassonde inc. et Vins Arista inc. La Société exploite 15 usines situées au Canada et aux États-Unis et compte sur l'expertise de près de 2 200 employés pour offrir des produits de qualité supérieure. Les actions de Industries Lassonde inc. sont inscrites à la Bourse de Toronto.

La Société est active dans deux segments de marché, soit les ventes au détail et les ventes aux services alimentaires. Les ventes au détail, qui représentent annuellement environ 86 % des ventes totales, regroupent les ventes effectuées aux détaillants et grossistes en alimentation, dont les chaînes de supermarchés, les marchands indépendants, les grandes surfaces, les clubs-entrepôts ainsi que les grandes chaînes de pharmacies et les ventes en ligne. Sur une base annuelle, les ventes aux services alimentaires comptent pour environ 14 % des ventes totales et regroupent les ventes effectuées aux restaurants, hôtels, hôpitaux, écoles et grossistes desservant ces établissements.

Les produits de marque nationale de la Société sont vendus dans des emballages variés et sous de nombreuses marques de commerce de propriété exclusive telles qu'Antico, Apple & Eve, Arte Nova, Bombay, Canton, Double Vie, Dublin's Pub, Everfresh, Fairlee, Fruité, Grown Right, Mont-Rouge, Northland, Oasis, Old Orchard, Orange Maison, Rougemont, Ruby Kist, Sunlike, The Switch, Tropical Grove, Vivre dans la Nuit ainsi que sous des marques de commerce dont la Société détient les droits d'utilisation comme Allen's, Arizona, Del Monte, Graves, Mitchell's, Nature's Best et Tetley. Sur le plan géographique et en tenant compte des ventes annualisées de OOB, la Société réalise, sur une base annuelle, 61,2 % de ses ventes aux États-Unis, 38,6 % au Canada et 0,2 % dans d'autres pays.

Dans le cours normal de ses activités, la Société procède au pressage de la pomme et de la canneberge. Ces activités de transformation s'échelonnent principalement du mois d'août au mois de novembre. Elles sont réalisées à partir des récoltes et accroissent généralement le niveau des stocks lors du dernier trimestre de l'année.

## Performance globale

---

En 2018, la Société a complété l'acquisition de OOB, pour une contrepartie totale en espèces de 152,8 millions \$ US, incluant des ajustements de 2,8 millions \$ US liés au fonds de roulement. Une contrepartie éventuelle d'un montant maximum de 10,0 millions \$ US, liée à l'atteinte d'objectifs financiers basés sur le BAIIA ajusté de OOB, pourrait être payée au cours des deux prochaines années. De plus, un montant de 4,2 millions \$ US a été versé à titre de règlement des frais liés à l'acquisition et à son financement. La Société a comptabilisé ce regroupement d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3. Par conséquent, les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2018 comprennent les résultats de OOB à compter du 31 mai 2018 jusqu'au 31 décembre 2018 et certains frais de transaction liés à l'acquisition. La note 6 des états financiers consolidés de l'exercice 2018 contient des informations supplémentaires relatives à l'acquisition et notamment sur le financement du coût d'acquisition et des frais afférents.

La Société a affiché des ventes de 1 594,0 millions \$ en 2018, en hausse de 67,9 millions \$ ou 4,4 % par rapport aux ventes de 1 526,1 millions \$ de l'exercice 2017. L'addition de OOB a eu pour effet de hausser les ventes de la Société de 66,9 millions \$. En excluant les ventes de OOB et un effet de change défavorable de 1,0 million \$, les ventes de la Société ont connu une hausse de 2,0 millions \$ (0,1 %) par rapport à l'exercice 2017. Cette hausse s'explique essentiellement par une augmentation des ventes de produits de marque privée atténuée par une baisse des ventes de produits de marque nationale.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 105,2 millions \$ en 2018, en baisse de 28,1 millions \$ sur le résultat d'exploitation de 133,3 millions \$ de l'année précédente. Au cours de l'exercice 2018, la Société a encouru des charges de 2,0 millions \$ liées à l'acquisition de OOB. Pour sa part, OOB a affiché un résultat d'exploitation de 0,9 million \$ qui inclut une charge de 0,8 million \$ provenant d'une réévaluation des stocks résultant de la répartition du prix d'achat liée à l'acquisition. Sans les effets de l'acquisition de OOB et en excluant un gain sur immobilisations de 0,6 million \$ réalisé en 2017, le résultat d'exploitation aurait été en baisse de 26,4 millions \$ par rapport à l'exercice 2017. Cette baisse s'explique principalement par une réduction de la contribution marginale des activités américaines découlant principalement d'une hausse notable des frais de transport et d'augmentations du coût des intrants jumelées à une

intensification de l'activité concurrentielle. Ces éléments ont été partiellement compensés par une baisse des charges salariales liées à la performance. Au niveau des activités canadiennes, la contribution marginale est en hausse par rapport à l'exercice précédent, reflétant notamment une baisse des charges salariales liées à la performance, une amélioration de la performance des activités de produits alimentaires spécialisés, un effet de change favorable sur la couverture des achats effectués en dollars américains et une décision favorable d'un tribunal administratif américain relative à la classification tarifaire de certains produits. Cette décision vient réduire des frais de douanes payés au cours d'années antérieures. Ces éléments ont été atténués par une hausse des frais de transport.

Les frais financiers sont passés de 12,2 millions \$ en 2017 à 15,1 millions \$ pour l'exercice 2018. La hausse s'explique par les charges d'intérêts de 5,6 millions \$ relatives au financement de l'acquisition de OOB. Sans ces charges, les frais financiers auraient été en baisse de 2,7 millions \$. Cette baisse provient essentiellement d'une réduction de 1,3 million \$ de la charge d'amortissement des coûts de transaction et d'une baisse de 1,0 million \$ de la charge d'intérêts de la dette à long terme.

Les « Autres (gains) pertes » sont passés d'un gain de 0,3 million \$ en 2017 à une perte de 1,1 million \$ en 2018. Le gain de l'exercice 2017 provient essentiellement de gains de change alors que la perte de l'exercice 2018 est principalement attribuable à une perte de 1,5 million \$ provenant de la variation de juste valeur d'instruments financiers atténuée par des gains de change totalisant 0,4 million \$.

Le résultat avant impôts de l'exercice 2018 est de 88,9 millions \$, en baisse de 32,4 millions \$ sur le résultat avant impôts de l'exercice 2017 qui était de 121,3 millions \$.

Les impôts sur le résultat passent de 25,8 millions \$ pour l'exercice 2017 à 20,9 millions \$ pour l'exercice 2018. Le taux effectif d'impôt de 23,5 % de l'exercice 2018 est supérieur au taux de 21,3 % de l'exercice 2017. Il faut cependant noter qu'un ajustement favorable, sans effet de trésorerie, de 11,3 millions \$ des passifs d'impôt différé des entités américaines a été constaté en 2017. Cet ajustement à la baisse des passifs d'impôt différé découlait de la réduction du taux d'imposition fédéral des sociétés suite à la réforme fiscale américaine adoptée en décembre 2017. Sans les effets de cet ajustement, le taux effectif ajusté de 2017 aurait été de 30,6 %. Lorsque comparé au taux effectif ajusté de 2017, le taux effectif inférieur de 2018 reflète principalement l'effet de la baisse des taux d'imposition découlant de la réforme fiscale américaine.

Le résultat net de l'exercice 2018 est de 68,0 millions \$, en baisse de 27,5 millions \$ sur le résultat net de 95,5 millions \$ constaté au cours de l'exercice précédent. Il faut cependant noter que ce résultat comprend des charges, nettes d'impôts, de 1,4 million \$ liées à l'acquisition de OOB, des frais financiers additionnels, nets d'impôts, de 4,1 millions \$ relatifs au financement de l'acquisition et une perte nette de 0,6 million \$ de OOB. Sans les effets de l'ajustement des passifs d'impôt différé en 2017, les effets de l'acquisition de OOB et le gain sur immobilisations constaté en 2017, le résultat net de l'exercice 2018 aurait été en baisse de 9,5 millions \$ sur celui de 2017.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 66,4 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 9,50 \$ pour l'exercice 2018. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 89,9 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 12,87 \$ pour la période comparable de 2017. Sans l'impact de 10,2 millions \$ lié à l'ajustement des passifs d'impôt différé en 2017, les effets de l'acquisition de OOB et le gain sur immobilisations constaté en 2017, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de l'exercice 2018 aurait été en baisse de 7,2 millions \$ sur celui de 2017.

La Société note un apport de flux de trésorerie de 114,7 millions \$ issu des activités d'exploitation pour l'exercice 2018 alors que ces mêmes activités avaient généré des flux de 144,9 millions \$ au cours de l'exercice précédent. Les activités d'exploitation de OOB ont généré 9,6 millions \$ au cours de l'exercice 2018, laissant un écart de 39,8 millions \$ pour les soldes comparables. Par ailleurs, les activités de financement ont généré 110,7 millions \$ au cours de l'exercice 2018 alors qu'elles avaient utilisé 92,4 millions \$ au cours de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 2018, les flux de trésorerie des activités de financement liés à l'acquisition de OOB ont été de 193,3 millions \$, laissant un écart de 9,8 millions \$ pour les soldes comparables. Les activités d'investissement ont, pour leur part, utilisé 232,2 millions \$ au cours de l'exercice 2018 comparativement à 35,8 millions \$ pour l'exercice 2017. En excluant les flux de trésorerie des activités d'investissement reliés à l'acquisition de OOB, soit 196,9 millions \$, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont en baisse de 0,5 million \$ par rapport à l'exercice 2017. À la fin de l'exercice 2018, la Société présente un solde de trésorerie et équivalents de trésorerie de 4,6 millions \$ et un découvert bancaire de nil \$ alors qu'à la fin de l'exercice 2017, elle indiquait un solde de trésorerie et équivalents de trésorerie de 16,2 millions \$ et un découvert bancaire de 5,0 millions \$.

## Informations annuelles choisies

<i>(en milliers de dollars, sauf indication)</i>	Exercices terminés les		
	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2016
	\$	\$	\$
Ventes	<b>1 593 996</b>	1 526 148	1 509 505
Résultat d'exploitation	<b>105 192</b>	133 290	126 175
Résultat avant impôts	<b>88 946</b>	121 324	104 860
Résultat net	<b>68 015</b>	95 498	72 155
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	<b>66 382</b>	89 949	68 152
Résultat de base et dilué par action <i>(en \$)</i>	<b>9,50</b>	12,87	9,75
Dividendes déclarés par action pour les actions de catégories A et B <i>(en \$)</i>	<b>3,04</b>	2,34	1,94
Actif total	<b>1 318 606</b>	1 055 711	1 103 641
Dette à long terme	<b>297 267</b>	158 915	242 459

Avec des ventes de 1 594,0 millions \$, la Société a augmenté, en 2018, ses ventes de 67,9 millions \$ par rapport à celles de 1 526,1 millions \$ enregistrées en 2017. L'addition de OOB a eu pour effet de hausser les ventes 2018 de la Société de 66,9 millions \$. En excluant les ventes de OOB et un effet de change défavorable de 1,0 million \$, les ventes 2018 de la Société ont été en hausse de 2,0 millions \$ par rapport à l'exercice 2017. La croissance des ventes entre 2017 et 2018 s'explique essentiellement par une augmentation des ventes de produits de marque privée atténuée par une baisse des ventes des produits de marque nationale. Les ventes de 2017 avaient été en hausse de 16,6 millions \$ par rapport aux ventes de 1 509,5 millions \$ de l'exercice 2016. La croissance des ventes entre 2016 et 2017 s'expliquait principalement par une augmentation des ventes de produits de marque privée atténuée par une baisse du volume de ventes des produits de marque nationale et par un effet de change défavorable de 19,6 millions \$.

Au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2018, la Société a dégagé un résultat d'exploitation de 105,2 millions \$, en baisse de 28,1 millions \$ sur le résultat de l'année précédente. Au cours de l'exercice 2018, la Société a encouru des charges de 2,0 millions \$ liées à l'acquisition de OOB. Pour sa part, OOB a affiché un résultat d'exploitation de 0,9 million \$ qui inclut une charge de 0,8 million \$ provenant d'une réévaluation des stocks résultant de la répartition du prix d'achat liée à l'acquisition. Sans les effets de l'acquisition de OOB et en excluant un gain sur immobilisations de 0,6 million \$ réalisé en 2017, le résultat d'exploitation aurait été en baisse de 26,4 millions \$ par rapport à l'exercice 2017. Cette baisse s'explique principalement par une augmentation de 16,8 millions \$ des frais de transport liés à la livraison des produits de la Société et par une hausse de 12,9 millions \$ du coût des matières premières. La Société n'a pas été en mesure d'augmenter suffisamment ses prix de vente pour compenser ces hausses de coûts en raison d'une intensification de l'activité concurrentielle touchant particulièrement les États-Unis. Ces éléments ont été partiellement compensés par une baisse des charges salariales liées à la performance. La Société avait dégagé un résultat d'exploitation en 2017 de 133,3 millions \$, en hausse de 7,1 millions \$ sur celui de 2016. Cette hausse s'expliquait principalement par une amélioration de la performance des activités canadiennes de la Société tant au niveau des jus et boissons de fruits qu'au niveau des produits alimentaires spécialisés. Le résultat d'exploitation des activités américaines avait été légèrement inférieur à 2016 dû en grande partie à une baisse de contribution des produits de marque nationale. L'effet des mouvements de change sur la conversion en dollars canadiens des résultats des entités américaines avait eu un impact défavorable de 1,8 million \$.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de l'exercice 2018 s'est établi à 66,4 millions \$ par rapport à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 89,9 millions \$ en 2017 et de 68,2 millions \$ en 2016. Sans l'impact de 10,2 millions \$ lié à l'ajustement des passifs d'impôt différé en 2017, les effets de l'acquisition de OOB et le gain sur immobilisations constaté en 2017, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de l'exercice 2018 aurait été en baisse de 7,2 millions \$ sur celui de 2017. Cette diminution entre 2017 et 2018 découle essentiellement d'une baisse du résultat d'exploitation atténuée par une baisse des frais financiers et une charge d'impôts inférieure. L'augmentation entre 2016 et 2017 s'expliquait en grande partie par une hausse du résultat d'exploitation, une baisse des frais financiers et une charge d'impôts inférieure due principalement à un ajustement favorable, sans effet de trésorerie, de 11,3 millions \$ des passifs d'impôt différé des entités américaines.

La hausse de 262,9 millions \$ de l'actif total entre 2017 et 2018 s'explique principalement par l'acquisition de OOB et l'incidence d'un taux de conversion à la clôture plus élevé au 31 décembre 2018. L'écart résiduel à la baisse de 12,6 millions \$ s'explique essentiellement par l'effet combiné des éléments suivants : (i) une diminution de 18,3 millions \$ des immobilisations incorporelles expliquée par une charge d'amortissement supérieure aux acquisitions; (ii) une baisse de 14,5 millions \$ du solde de trésorerie et équivalents de trésorerie; (iii) une hausse de 8,1 millions \$ des stocks expliquée par des ventes inférieures aux projections en décembre 2018; et (iv) une augmentation de 7,9 millions \$ des immobilisations corporelles expliquée par des acquisitions supérieures à la charge d'amortissement.

La diminution de 47,9 millions \$ de l'actif total entre 2016 et 2017 s'expliquait principalement par une baisse de 48,3 millions \$ attribuable au taux de conversion plus bas des soldes de clôture libellés en dollars américains, au 31 décembre 2017. L'écart résiduel à la hausse de 0,4 million \$ s'expliquait essentiellement par l'effet combiné des éléments suivants : (i) une hausse de 15,7 millions \$ du solde de trésorerie et équivalents de trésorerie; (ii) une augmentation de 11,8 millions \$ des immobilisations corporelles expliquée par des acquisitions supérieures à la charge d'amortissement; (iii) une diminution de 19,7 millions \$ des immobilisations incorporelles expliquée

par une charge d'amortissement supérieure aux acquisitions; et (iv) une baisse de 4,1 millions \$ de la juste valeur des instruments dérivés inscrite à l'actif à court terme.

## Résultats d'exploitation

---

Au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2018, les ventes de Industries Lassonde inc. ont atteint 1 594,0 millions \$, en hausse de 67,9 millions \$ (4,4 %) par rapport aux ventes de 1 526,1 millions \$ enregistrées au cours de l'exercice précédent. L'addition de OOB a eu pour effet de hausser les ventes de la Société de 66,9 millions \$. En excluant les ventes de OOB, les ventes de la Société ont connu une hausse de 1,0 million \$ (0,1 %) par rapport à l'exercice 2017. Cette augmentation des ventes par rapport à 2017 s'explique par l'effet combiné des éléments suivants : (i) une hausse de 7,7 millions \$ des ventes de produits de marque privée; (ii) une variation favorable de la composition des ventes de produits de marque nationale qui a généré une hausse des ventes de 6,0 millions \$; (iii) des fluctuations de prix de vente qui ont eu un effet favorable de 5,8 millions \$ sur les ventes de produits de marque nationale; (iv) une réduction de 2,6 millions \$ de frais de douanes payés au cours d'années antérieures suite à une décision favorable d'un tribunal administratif américain relative à la classification tarifaire de certains produits; (v) une baisse de 19,8 millions \$ du volume de ventes de produits de marque nationale; (vi) un effet de change défavorable de 1,0 million \$; et (vii) l'effet défavorable d'une hausse de 0,3 million \$ des frais de référencement.

Le coût des ventes a connu une augmentation de 7,2 %, passant de 1 088,1 millions \$ en 2017 à 1 166,2 millions \$ au cours de l'exercice 2018. Le coût des ventes de OOB s'est chiffré à 50,3 millions \$, ce qui explique en grande partie cette augmentation. Il faut noter ici qu'une réévaluation des stocks résultant de la répartition du prix d'achat liée à l'acquisition a eu pour effet d'augmenter de 0,8 million \$ le coût des ventes de cette entité. En excluant l'acquisition de OOB, le coût des ventes de l'exercice 2018 a été de 1 115,9 millions \$, en hausse de 2,6 %. Lorsque comparée à la hausse de 0,1 % des ventes, la hausse relative plus importante du coût des ventes reflète essentiellement une hausse importante du coût des intrants. L'augmentation du coût du concentré de pomme et du coût de la résine utilisée pour la fabrication des bouteilles de plastique a eu un effet particulièrement important, haussant de 18,5 millions \$ le coût des ventes des entités de la Société. Le coût des intrants a également été affecté par une hausse des frais de transport liés à l'achat de matières premières. Cette hausse du coût des intrants a été atténuée par une baisse du coût des concentrés d'orange.

Les frais de vente et d'administration sont passés de 305,4 millions \$ au cours de l'exercice 2017 à 322,6 millions \$ en 2018, représentant une hausse de 17,2 millions \$. Cette hausse est attribuable à l'ajout des frais de vente et d'administration de 15,8 millions \$ de OOB et aux charges de 2,0 millions \$ liées à l'acquisition de OOB. En excluant l'impact de l'acquisition de OOB, les frais de vente et d'administration 2018 de la Société sont de 304,8 millions \$, en baisse de 0,6 million \$ lorsque comparés à ceux de l'exercice 2017. Cette baisse s'explique principalement par une diminution des charges salariales liées à la performance et une baisse des frais de ventes et marketing. Ces éléments ont été atténués par une hausse de 16,8 millions \$ (ou 21,1 %) des frais de transport liés à la livraison des produits et par une hausse des coûts d'entreposage.

Le poste « (Gains) pertes sur immobilisations » est passé d'un gain de 0,6 million \$ en 2017 à une perte de moins de 0,1 million \$ lors de l'exercice 2018. Le gain de 0,6 million \$ de l'exercice 2017 provenait essentiellement de la vente d'une usine et d'un terrain de la Société.

Pour l'ensemble de l'exercice, le résultat d'exploitation de 2018 a atteint 105,2 millions \$, ce qui représente une baisse de 28,1 millions \$ sur le résultat d'exploitation de 133,3 millions \$ de l'exercice 2017. Au cours de l'exercice 2018, la Société a encouru des charges de 2,0 millions \$ liées à l'acquisition de OOB. Pour sa part, OOB a affiché un résultat d'exploitation de 0,9 million \$ qui inclut une charge de 0,8 million \$ provenant d'une réévaluation des stocks résultant de la répartition du prix d'achat liée à l'acquisition. Sans les effets de l'acquisition de OOB et en excluant un gain sur immobilisations de 0,6 million \$ réalisé en 2017, le résultat d'exploitation aurait été en baisse de 26,4 millions \$ par rapport à l'exercice 2017.

Les frais financiers sont passés de 12,2 millions \$ en 2017 à 15,1 millions \$ pour l'exercice 2018. La hausse s'explique par les charges d'intérêts de 5,6 millions \$ relatives au financement de l'acquisition de OOB. Sans ces charges, les frais financiers auraient été en baisse de 2,7 millions \$. Cette baisse provient essentiellement d'une réduction de 1,3 million \$ de la charge d'amortissement des coûts de transaction et d'une baisse de 1,0 million \$ de la charge d'intérêts de la dette à long terme.

Les « Autres (gains) pertes » sont passés d'un gain de 0,3 million \$ en 2017 à une perte de 1,1 million \$ en 2018. Le gain de l'exercice 2017 provient essentiellement de gains de change alors que la perte de l'exercice 2018 est principalement attribuable à une perte de 1,5 million \$ provenant de la variation de juste valeur d'instruments financiers atténuée par des gains de change totalisant 0,4 million \$.

Le résultat avant impôts de l'exercice 2018 est de 88,9 millions \$, en baisse de 32,4 millions \$ sur le résultat avant impôts de l'exercice 2017 qui était de 121,3 millions \$.

Les impôts sur le résultat passent de 25,8 millions \$ pour l'exercice 2017 à 20,9 millions \$ pour l'exercice 2018. Le taux effectif d'impôt de 23,5 % de l'exercice 2018 est supérieur au taux de 21,3 % de l'exercice 2017. Il faut cependant noter qu'un ajustement favorable, sans effet de trésorerie, de 11,3 millions \$ des passifs d'impôt différé des entités américaines a été constaté en 2017. Cet ajustement à la baisse des passifs d'impôt différé découlait de la réduction du taux d'imposition fédéral des sociétés suite à la réforme fiscale américaine adoptée en décembre 2017. Sans les effets de cet ajustement, le taux effectif ajusté de 2017 aurait été de 30,6 %. Lorsque

comparé au taux effectif ajusté de 2017, le taux effectif inférieur de 2018 reflète principalement l'effet de la baisse des taux d'imposition découlant de la réforme fiscale américaine.

Le résultat net de l'exercice 2018 est de 68,0 millions \$, en baisse de 27,5 millions \$ sur le résultat net de 95,5 millions \$ constaté au cours de l'exercice précédent. Il faut cependant noter que ce résultat comprend des charges, nettes d'impôts, de 1,4 million \$ liées à l'acquisition de OOB, des frais financiers additionnels, nets d'impôts, de 4,1 millions \$ relatifs au financement de l'acquisition et une perte nette de 0,6 million \$ de OOB. Sans les effets de l'ajustement des passifs d'impôt différé en 2017, les effets de l'acquisition de OOB et le gain sur immobilisations constaté en 2017, le résultat net de l'exercice 2018 aurait été en baisse de 9,5 millions \$ sur celui de 2017.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 66,4 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 9,50 \$ pour l'exercice 2018. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 89,9 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 12,87 \$ pour la période comparable de 2017. Sans l'impact de 10,2 millions \$ lié à l'ajustement des passifs d'impôt différé en 2017, les effets de l'acquisition de OOB et le gain sur immobilisations constaté en 2017, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de l'exercice 2018 aurait été en baisse de 7,2 millions \$ sur celui de 2017.

## Données relatives aux résultats intermédiaires

<i>(en milliers de dollars, sauf indication)</i>	<b>T4 2018</b>	<b>T3 2018</b>	<b>T2 2018</b>	<b>T1 2018</b>	<b>T4 2017</b>	<b>T3 2017</b>	<b>T2 2017</b>	<b>T1 2017</b>
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	<b>426 799</b>	418 645	390 854	357 698	402 591	369 484	383 335	370 738
Résultat d'exploitation	<b>25 745</b>	29 064	28 042	22 341	42 224	33 963	33 437	23 666
Résultat avant impôts	<b>20 429</b>	23 633	24 754	20 130	39 377	31 274	30 417	20 256
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	<b>15 770</b>	17 979	18 087	14 546	37 193	20 064	19 606	13 086
Résultat de base et dilué par action <i>(en \$)</i>	<b>2,26</b>	2,57	2,59	2,08	5,32	2,87	2,81	1,87
BAlIA ajusté <sup>i)</sup>	<b>38 922</b>	41 777	39 977	33 292	53 494	45 111	44 373	34 930
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	<b>65 528</b>	39 284	11 995	(2 122)	50 914	31 567	61 980	438

i) Pour la définition, se référer à la section « Mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport.

### Premier trimestre de 2017

La Société a affiché des ventes de 370,7 millions \$ au cours du premier trimestre de 2017, une baisse de 15,8 millions \$ par rapport aux ventes de 386,5 millions \$ pour la période comparable de 2016. En excluant un effet de change défavorable de 8,3 millions \$, les ventes ont connu une baisse de 7,5 millions \$ (1,9 %) expliquée, en grande partie, par une baisse du volume de ventes des produits de marque nationale atténuée par une augmentation des ventes de produits de marque privée.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 23,7 millions \$ pour le premier trimestre de 2017, en baisse de 3,7 millions \$ sur le résultat d'exploitation de 27,4 millions \$ du trimestre comparable de 2016. Cette baisse provient principalement d'une hausse du coût des concentrés d'orange, d'une réduction de la contribution marginale découlant de la baisse des ventes, de l'impact défavorable de la faiblesse du dollar canadien sur la couverture des achats effectués en dollars américains et du paiement d'indemnités de départ, atténués par l'effet favorable des ajustements de prix de vente.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 13,1 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 1,87 \$ pour le premier trimestre de 2017. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 13,0 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 1,85 \$ pour la période comparable de 2016.

### Deuxième trimestre de 2017

La Société a affiché des ventes de 383,3 millions \$ au cours du deuxième trimestre de 2017, une hausse de 23,1 millions \$ par rapport aux ventes de 360,2 millions \$ pour la période comparable de 2016. Cette hausse s'explique, en grande partie, par une augmentation des ventes de produits de marque privée et par un effet de change favorable atténués par une baisse du volume de ventes des produits de marque nationale aux États-Unis.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 33,4 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2017, en hausse de 3,1 millions \$ sur le résultat d'exploitation de 30,3 millions \$ du trimestre comparable de 2016. Cette hausse provient principalement d'une amélioration de la rentabilité des activités canadiennes qui s'explique par la hausse des ventes et par une variation favorable du poste « (Gains) pertes sur immobilisations » atténuées par l'impact défavorable d'une hausse du coût des concentrés d'orange. Aux États-Unis, la Société note une légère baisse de la rentabilité de ses activités d'exploitation découlant d'une augmentation du coût de certaines matières premières, partiellement compensée par l'impact favorable des mouvements de change sur la conversion des résultats des entités américaines.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 19,6 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,81 \$ pour le deuxième trimestre de 2017. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 15,7 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,24 \$ pour la période comparable de 2016.

### **Troisième trimestre de 2017**

La Société a affiché des ventes de 369,5 millions \$ au cours du troisième trimestre de 2017, en baisse de 7,7 millions \$ par rapport aux ventes de 377,2 millions \$ pour la période comparable de 2016. En excluant un effet de change défavorable de 9,1 millions \$, les ventes ont connu une hausse de 1,4 million \$ (0,4 %) expliquée, en grande partie, par une augmentation des ventes de produits de marque privée et une variation favorable de la composition des ventes de produits de marque nationale atténuées par une baisse du volume de ventes des produits de marque nationale.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 34,0 millions \$ pour le troisième trimestre de 2017, en hausse de 1,7 million \$ sur le résultat d'exploitation de 32,3 millions \$ du trimestre comparable de 2016. Cette hausse provient principalement d'ajustements de charges salariales liées à la performance, atténués par une baisse de la rentabilité des activités américaines découlant d'un changement dans la composition des clients de marque privée et de ventes inférieures de produits de marque nationale.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 20,1 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,87 \$ pour le troisième trimestre de 2017. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 17,6 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,52 \$ pour la période comparable de 2016.

### **Quatrième trimestre de 2017**

La Société a affiché des ventes de 402,6 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2017, en hausse de 17,0 millions \$ ou 4,4 % par rapport aux ventes de 385,6 millions \$ pour la période comparable de 2016. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation des ventes de produits de marque privée et une hausse du volume de ventes des produits de marque nationale atténués par un effet de change défavorable.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 42,2 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2017, en hausse de 6,1 millions \$ sur le résultat d'exploitation de 36,1 millions \$ du trimestre comparable de 2016. Cette hausse s'explique principalement par l'impact favorable de la hausse des ventes sur la contribution marginale de la Société et par une baisse du coût des matières premières atténués par une augmentation des charges salariales liées à la performance.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 37,2 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 5,32 \$ pour le quatrième trimestre de 2017. Sans l'impact de 10,2 millions \$ lié à un ajustement des passifs d'impôt différé découlant de la baisse des taux d'imposition suite à la réforme fiscale américaine adoptée en décembre 2017, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté du quatrième trimestre de 2017 aurait été de 27,0 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action ajusté de 3,86 \$. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 21,9 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 3,14 \$ pour la période comparable de 2016.

### **Premier trimestre de 2018**

La Société a affiché des ventes de 357,7 millions \$ au cours du premier trimestre de 2018, en baisse de 13,0 millions \$ ou 3,5 % par rapport aux ventes de 370,7 millions \$ pour la période comparable de 2017. En excluant un effet de change défavorable de 9,8 millions \$, les ventes ont connu une baisse de 3,2 millions \$ (0,9 %) expliquée en grande partie par un effet de prix défavorable aux États-Unis et par une diminution des volumes de ventes de produits de marque nationale.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 22,3 millions \$ pour le premier trimestre de 2018, en baisse de 1,4 million \$ sur le résultat d'exploitation de 23,7 millions \$ du trimestre comparable de l'exercice 2017. Cette baisse s'explique principalement par une réduction de contribution marginale découlant de la baisse des ventes des entités américaines et par la hausse du coût de certaines matières premières et des frais de transport atténués par une baisse du coût des concentrés d'orange et une baisse des charges salariales liées à la performance.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 14,5 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,08 \$ pour le premier trimestre de 2018. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 13,1 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 1,87 \$ pour la période comparable de 2017.

### **Deuxième trimestre de 2018**

La Société a affiché des ventes de 390,9 millions \$ au cours du deuxième trimestre de 2018, en hausse de 7,6 millions \$ ou 2,0 % par rapport aux ventes de 383,3 millions \$ pour la période comparable de 2017. L'addition de OOB a eu pour effet de hausser les ventes de la Société de 12,4 millions \$. En excluant les ventes de OOB et un effet de change défavorable de 9,5 millions \$, les ventes de la Société ont connu une hausse de 4,7 millions \$ (1,2 %) par rapport au trimestre comparable de 2017. Cette hausse s'explique, en grande partie, par des fluctuations de prix de vente qui ont eu un effet favorable sur les ventes de produits de marque nationale.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 28,0 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2018, en baisse de 5,4 millions \$ sur le résultat d'exploitation de 33,4 millions \$ du trimestre comparable de 2017. Au cours du deuxième trimestre de 2018, la Société a encouru des charges de 1,5 million \$ liées à l'acquisition de OOB. Pour sa part, OOB a affiché un résultat d'exploitation de 0,2 million \$ qui inclut une charge de 0,8 million \$ provenant d'une réévaluation des stocks résultant de la répartition du prix d'achat liée à l'acquisition. Sans les effets de l'acquisition de OOB et en excluant un gain sur immobilisations de 0,6 million \$ réalisé en 2017, le résultat d'exploitation aurait été en baisse de 3,5 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de 2017. Cette baisse s'explique par une réduction de la contribution marginale des activités américaines découlant d'augmentations du coût des intrants et des frais de transport supérieures aux ajustements de prix réalisés au cours du trimestre, partiellement compensée par une baisse des charges salariales liées à la performance.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 18,1 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,59 \$ pour le deuxième trimestre de 2018. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 19,6 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,81 \$ pour la période comparable de 2017. Sans les effets de l'acquisition de OOB et le gain sur immobilisations constaté en 2017, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société du deuxième trimestre de 2018 aurait été en hausse de 0,3 million \$ sur celui du trimestre comparable de 2017.

### Troisième trimestre de 2018

La Société a affiché des ventes de 418,6 millions \$ au cours du troisième trimestre de 2018, en hausse de 49,1 millions \$ ou 13,3 % par rapport aux ventes de 369,5 millions \$ pour la période comparable de 2017. L'addition de OOB a eu pour effet de hausser les ventes de la Société de 28,9 millions \$. En excluant les ventes de OOB et un effet de change favorable de 9,5 millions \$, les ventes de la Société ont connu une hausse de 10,7 millions \$ (2,9 %) par rapport au trimestre comparable de 2017. Cette hausse s'explique, en grande partie, par une augmentation des ventes de produits de marque privée.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 29,1 millions \$ pour le troisième trimestre de 2018, en baisse de 4,9 millions \$ sur le résultat d'exploitation de 34,0 millions \$ du trimestre comparable de 2017. Pour sa part, OOB a affiché un résultat d'exploitation de 1,1 million \$. Sans les effets de l'acquisition de OOB, le résultat d'exploitation aurait été en baisse de 6,0 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2017. Cette baisse s'explique en grande partie par une réduction de la contribution marginale des activités américaines découlant principalement d'une hausse notable des frais de transport et d'augmentations du coût des intrants. Au niveau des activités canadiennes, la contribution marginale est en hausse par rapport à l'exercice 2017 reflétant notamment une décision favorable d'un tribunal administratif américain relative à la classification tarifaire de certains produits. Cette décision vient réduire des frais de douanes payés au cours d'années antérieures. En excluant cet élément, la contribution marginale des activités canadiennes est demeurée stable par rapport à l'exercice 2017 malgré une hausse des frais de transport et du coût de certaines matières premières.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 18,0 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,57 \$ pour le troisième trimestre de 2018. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 20,1 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,87 \$ pour la période comparable de 2017. Sans les effets de l'acquisition de OOB, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société du troisième trimestre de 2018 aurait été en baisse de 1,0 million \$ sur celui du trimestre comparable de 2017.

### Quatrième trimestre de 2018

Le quatrième trimestre de 2018 est analysé dans une section distincte ultérieure de ce rapport.

## Situation financière et trésorerie

### Données relatives à la situation financière

<i>(en milliers de dollars, sauf indication)</i>	<b>Au 31 déc. 2018</b>	<b>Au 31 déc. 2017</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Actif total	<b>1 318 606</b>	1 055 711
Capitaux propres	<b>722 251</b>	624 962
Capitaux propres / actif total <i>(en %)</i>	<b>54,8</b>	59,2
Dette totale <sup>i)</sup>	<b>321 847</b>	168 722

i) Est constituée de la dette à long terme incluant la tranche à court terme.

Pour comparer les soldes des postes des états consolidés de la situation financière, il faut noter que le taux de conversion des soldes de clôture libellés en dollars américains est passé de 1,2545 \$ CA par \$ US au 31 décembre 2017 à 1,3642 \$ CA par \$ US au 31 décembre 2018. Le tableau suivant présente l'incidence des variations de taux de change sur les principaux postes de l'état consolidé de la situation financière.

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 déc. 2018	Au 31 déc. 2017	Augmentation (diminution)	
			Incidence des taux de change <sup>1)</sup>	Écart excluant l'incidence des taux de change
	\$	\$	\$	\$
Débiteurs	147,1	131,6	7,6	7,9
Stocks	238,7	207,8	10,9	20,0
Immobilisations corporelles	305,6	273,3	9,4	22,9
Immobilisations incorporelles	271,4	199,8	15,9	55,7
Goodwill	316,8	199,4	16,9	100,5
Créditeurs et charges à payer	210,2	195,6	9,6	5,0
Dette à long terme incluant la tranche à court terme de la dette à long terme	321,8	168,7	19,0	134,1
Passifs d'impôt différé	55,0	44,6	2,1	8,3

i) Exclut l'incidence des variations de taux de change sur les postes de l'état de la situation financière de OOB.

Au 31 décembre 2018, l'actif de la Société totalise 1 318,6 millions \$ contre 1 055,7 millions \$ au 31 décembre 2017, soit une augmentation de 24,9 % principalement attribuable à l'acquisition de OOB et à l'incidence d'un taux de conversion à la clôture plus élevé au 31 décembre 2018. En excluant ces éléments, l'actif de la Société serait en baisse de 12,6 millions \$. À la fin de l'exercice 2018, le fonds de roulement de la Société se chiffre à 176,2 millions \$ pour un coefficient de 1,73:1, comparativement à 146,4 millions \$ et un coefficient de 1,66:1 au 31 décembre 2017.

Toujours au 31 décembre 2018, l'actif à court terme s'élève à 417,0 millions \$ contre 369,3 millions \$ au 31 décembre 2017. Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » se chiffre à 4,6 millions \$ au 31 décembre 2018 alors qu'il était de 16,2 millions \$ au 31 décembre 2017.

Les débiteurs s'élèvent à 147,1 millions \$ au 31 décembre 2018, comparativement à 131,6 millions \$ au 31 décembre 2017. En excluant l'incidence des taux de change et les débiteurs de OOB d'un montant de 9,2 millions \$, les débiteurs ont connu une baisse de 1,3 million \$ qui s'explique par une diminution de 4,2 millions \$ des débiteurs-clients, découlant principalement d'une baisse du délai de recouvrement, atténuée par une hausse de 2,9 millions \$ des autres débiteurs.

Les stocks sont passés de 207,8 millions \$ au 31 décembre 2017 à 238,7 millions \$ au 31 décembre 2018. En excluant l'incidence des taux de change, les stocks ont connu une augmentation de 20,0 millions \$ dont 11,8 millions \$ attribuables à OOB, laissant une augmentation de 8,2 millions \$ pour les soldes comparables. Cette hausse s'explique par une hausse de 4,8 millions \$ des stocks de matières premières et fournitures due, en partie, à une production inférieure aux projections et par une augmentation de 3,4 millions \$ des stocks de produits finis, expliquée par des ventes inférieures aux attentes en décembre 2018.

Au 31 décembre 2018, la juste valeur des instruments dérivés inscrite à l'actif à court terme est de 8,3 millions \$, comparativement à 0,3 million \$ au 31 décembre 2017. Ce poste de l'état de la situation financière reflète les écarts favorables entre le taux des contrats de change à terme que la Société a en sa possession pour couvrir ses besoins en monnaies étrangères pour les douze mois suivant la date de l'état de la situation financière et les taux de change à cette date. Il reflète également les écarts favorables entre le taux de certains swaps de taux d'intérêt que la Société a en sa possession pour couvrir les fluctuations de taux d'intérêt et les taux d'intérêt en vigueur à cette date.

Les autres actifs à court terme sont passés de 12,4 millions \$ au 31 décembre 2017 à 12,7 millions \$ au 31 décembre 2018. En excluant l'incidence des taux de change d'un montant de 0,4 million \$ et les autres actifs à court terme de OOB d'un montant de 0,3 million \$, il en résulte une baisse de 0,4 million \$ pour les soldes comparables. Cette baisse est due à une diminution de 1,0 million \$ des taxes de vente à recevoir et une baisse de 0,3 million \$ des crédits d'impôts à recevoir atténuée par une augmentation de 0,9 million \$ des frais payés d'avance.

De 273,3 millions \$ qu'elles étaient au 31 décembre 2017, les immobilisations corporelles totalisent 305,6 millions \$ au 31 décembre 2018. En excluant l'incidence des taux de change et les immobilisations corporelles de OOB d'un montant de 15,0 millions \$, les immobilisations corporelles ont connu une hausse de 7,9 millions \$. Ceci s'explique principalement par des acquisitions d'immobilisations corporelles de 33,3 millions \$ contre une charge d'amortissement de 25,3 millions \$.

Les immobilisations incorporelles sont passées de 199,8 millions \$ au 31 décembre 2017 à 271,4 millions \$ au 31 décembre 2018. En excluant l'incidence des taux de change et les immobilisations incorporelles de OOB d'un montant de 74,0 millions \$, les immobilisations incorporelles ont connu une baisse de 18,3 millions \$ expliquée essentiellement par une charge d'amortissement de 20,1 millions \$ contre des acquisitions d'immobilisations incorporelles de 1,8 million \$.

L'actif net au titre des prestations définies est passé de 11,9 millions \$ au 31 décembre 2017 à 6,7 millions \$ au 31 décembre 2018. Cette baisse de 5,2 millions \$ est expliquée par des dépenses de 4,3 millions \$ liées à ces régimes et une perte actuarielle de 0,9 million \$.

Le goodwill est passé de 199,4 millions \$ au 31 décembre 2017 à 316,8 millions \$ au 31 décembre 2018. En excluant l'incidence des taux de change, le goodwill a connu une hausse de 100,5 millions \$, la totalité de l'augmentation étant attribuable à l'acquisition de OOB.

Le passif à court terme s'élève à 240,8 millions \$ au 31 décembre 2018 comparativement à 222,9 millions \$ à la fin de l'exercice financier 2017. Le découvert bancaire se chiffre à nil \$ au 31 décembre 2018 alors qu'il était de 5,0 millions \$ au 31 décembre 2017.

Les créditeurs et charges à payer sont passés de 195,6 millions \$ au 31 décembre 2017 à 210,2 millions \$ au 31 décembre 2018. En excluant l'incidence des taux de change et les créditeurs et charges à payer de OOB d'un montant de 11,6 millions \$, les créditeurs et charges à payer ont connu une baisse de 6,6 millions \$. Cette diminution est principalement causée par : (i) une baisse de 15,8 millions \$ du poste « Salaires et vacances à payer » due essentiellement à la diminution des frais courus relatifs aux charges salariales liées à la performance; (ii) une hausse de 6,9 millions \$ des frais commerciaux à payer; et (iii) une hausse de 2,3 millions \$ des comptes fournisseurs et frais courus expliquée principalement par des changements aux délais de paiement des fournisseurs.

Au 31 décembre 2018, la juste valeur des instruments dérivés inscrite au passif à court terme est de 1,7 million \$, comparativement à 5,4 millions \$ au 31 décembre 2017. Ce poste de l'état de la situation financière reflète les écarts défavorables entre le taux des contrats de change à terme que la Société a en sa possession pour couvrir ses besoins en monnaies étrangères pour les douze mois suivant la date de l'état de la situation financière et les taux de change à cette date. Il reflète également les écarts défavorables entre les swaps sur le rendement total, les contrats à terme et les options de vente de jus d'orange concentré surgelé que la Société a en sa possession pour couvrir les fluctuations de prix du jus d'orange concentré surgelé et les prix en vigueur sur le marché au 31 décembre 2018.

Le passif net au titre des prestations définies est passé de 4,2 millions \$ au 31 décembre 2017 à 1,0 million \$ au 31 décembre 2018. Cette baisse de 3,2 millions \$ est expliquée principalement par un gain actuariel de 3,9 millions \$ atténuée par des dépenses de 0,7 million \$ liées à ces régimes.

En tenant compte de sa tranche à court terme, la dette à long terme totalise 321,8 millions \$ au 31 décembre 2018 comparativement à 168,7 millions \$ au 31 décembre 2017. En excluant l'incidence des taux de change, la dette à long terme a connu une hausse de 134,1 millions \$. Cette augmentation est principalement liée à la hausse de 193,4 millions \$ de la dette à long terme pour le financement de l'acquisition de OOB tel que décrit à la note 6 des états financiers consolidés de 2018. De plus, la Société a utilisé son crédit d'exploitation rotatif canadien pour un montant de 24,8 millions \$, afin, entre autres, de faire un investissement dans les capitaux propres de ses entités américaines, alors qu'elle a remboursé 11,7 millions \$ sur le crédit d'exploitation rotatif américain. La Société a également effectué des remboursements de l'ordre de 64,0 millions \$ sur les emprunts à terme de LPC et de 10,0 millions \$ sur les autres dettes canadiennes. Il faut également noter que la Société a amorti pour 1,1 million \$ de coûts de transaction capitalisés.

Les passifs d'impôt différé sont passés de 44,6 millions \$ au 31 décembre 2017 à 55,0 millions \$ au 31 décembre 2018. En excluant l'incidence des taux de change, les passifs d'impôt différé ont connu une hausse de 8,3 millions \$. Cette augmentation s'explique principalement par l'amortissement fiscal du goodwill et par l'impact fiscal de la constatation au résultat global d'un gain actuariel.

Le poste « Autre passif à long terme » est passé de nil \$ au 31 décembre 2017 à 1,2 million \$ au 31 décembre 2018. Le montant enregistré au 31 décembre 2018 découle de l'acquisition de OOB et correspond à la juste valeur de la contrepartie éventuelle pour l'acquisition de OOB qui est liée à l'atteinte d'objectifs financiers basés sur le BAIIA ajusté de OOB.

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société sont de 668,3 millions \$ au 31 décembre 2018, en hausse de 88,7 millions \$ par rapport au solde de 579,6 millions \$ du 31 décembre 2017. Le cumul des autres réserves a augmenté de 44,7 millions \$ suite à une hausse de 37,8 millions \$ de la réserve au titre de l'écart de change expliquée principalement par la conversion des soldes de clôture libellés en dollars américains à un taux 2018 supérieur à celui du 31 décembre 2017 et à une hausse de 6,9 millions \$ de la réserve de couverture. Les résultats non distribués sont, pour leur part, en hausse de 44,2 millions \$ pour atteindre 521,8 millions \$ au terme de l'exercice 2018. Cette augmentation correspond essentiellement au résultat net attribuable aux actionnaires de l'exercice 2018 au montant de 66,4 millions \$ et à la constatation aux autres éléments du résultat global d'un gain actuariel (net d'impôts) de 2,0 millions \$, réduits des dividendes versés de 21,2 millions \$ et de l'excédent de 2,6 millions \$ du coût des actions de catégorie A rachetées sur le capital déclaré.

La participation ne donnant pas le contrôle a augmenté, passant de 45,4 millions \$ au 31 décembre 2017 à 54,0 millions \$ au 31 décembre 2018. En septembre 2018, la Société et le détenteur de la participation ne donnant pas le contrôle ont effectué, selon leur quote-part respective de participation, un investissement dans les capitaux propres des entités américaines de la Société. Le montant investi par le détenteur de la participation ne donnant pas le contrôle a été de 2,6 millions \$. La participation ne donnant pas le contrôle représente la quote-part d'une participation minoritaire dans les capitaux propres des entités américaines de la Société, incluant OOB.

## Obligations contractuelles

Les remboursements de capital requis sur la dette à long terme, les paiements minimums requis sur les contrats de location-financement, les engagements liés à des contrats de location simple, les obligations d'achat et les autres obligations pour les prochaines années se présentent comme suit :

(en milliers de dollars)

Obligations contractuelles	2019	2020 et 2021	2022 et 2023	2024 et suivantes
	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	25 210	106 926	180 427	10 336
Location-financement	38	12	3	-
Location simple	5 260	9 343	5 129	1 914
Obligations d'achat	204 589	2 574	423	-
Autres obligations <sup>i)</sup>	211 901	1 228	1 114	-
<b>Total</b>	<b>446 998</b>	<b>120 083</b>	<b>187 096</b>	<b>12 250</b>

i) Se composent du découvert bancaire, des créiteurs et charges à payer, des passifs d'instruments dérivés et des autres passifs financiers.

## Analyse des flux de trésorerie consolidés de l'exercice 2018

(en milliers de dollars)	Quatrièmes trimestres terminés les		Exercices terminés les	
	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017
	\$	\$	\$	\$
Activités d'exploitation	65 528	50 914	114 685	144 899
Activités de financement	(43 669)	(29 452)	110 742	(92 386)
Activités d'investissement	(9 318)	(16 207)	(232 207)	(35 800)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	12 541	5 255	(6 780)	16 713
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	(8 107)	5 972	11 236	(5 836)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	141	9	119	359
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	4 575	11 236	4 575	11 236

Au cours de l'exercice 2018, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation totalisent 114,7 millions \$, en baisse de 30,2 millions \$ par rapport à 2017. Les flux de trésorerie générés par OOB à cet égard ont été de 9,6 millions \$, résultant en un écart de 39,8 millions \$ sur une base comparable. Cette variation à la baisse s'explique principalement par une baisse de 28,5 millions \$ du résultat avant intérêts, impôts et amortissements et une variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation qui a utilisé des fonds de 13,8 millions \$ au cours de l'exercice 2018 comparativement à une génération de fonds de 5,1 millions \$ au cours de l'exercice précédent, pour une utilisation de fonds accrue en 2018 de 18,9 millions \$. Ce changement dans la variation du fonds de roulement découle essentiellement de l'effet combiné des éléments suivants : (a) une variation des créiteurs et charges à payer utilisant 7,4 millions \$ au cours de l'exercice 2018 comparativement à une génération de fonds de 3,4 millions \$ au cours de l'exercice 2017; (b) une variation des stocks utilisant 8,1 millions \$ au cours de l'exercice 2018 comparativement à une génération de fonds de 1,3 million \$ au cours de l'exercice précédent; (c) une variation des autres actifs et passifs à court terme générant 0,1 million \$ au cours de l'exercice 2018 comparativement à une utilisation de fonds de 1,4 million \$ au cours de l'exercice 2017; et (d) une variation des débiteurs générant 1,7 million \$ au cours de l'exercice 2018 comparativement à une génération de fonds de 1,8 million \$ au cours de l'exercice précédent. Une augmentation de 4,6 millions \$ des intérêts versés a également contribué à la variation à la baisse des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation. Les éléments suivants ont eu pour effet de limiter la variation à la baisse des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation : (i) une capitalisation inférieure de 6,5 millions \$ des régimes à prestations définies, (ii) des pertes de change latentes de 0,9 million \$ au cours de l'exercice 2018 comparativement à des gains de change latents de 1,7 million \$ au cours de l'exercice 2017, et (iii) une baisse de 1,3 million \$ des impôts versés.

Au cours de l'exercice 2018, les activités de financement ont généré 110,7 millions \$ alors qu'elles avaient utilisé 92,4 millions \$ au cours de l'exercice 2017. Les flux de trésorerie générés pour l'acquisition de OOB ont été de 193,3 millions \$, laissant un écart de 9,8 millions \$ sur une base comparable. Cette utilisation moindre de fonds s'explique principalement par (i) un apport de fonds de 13,1 millions \$ provenant des crédits d'exploitation rotatifs au cours de 2018 comparativement à un remboursement de 2,6 millions \$ des crédits

d'exploitation rotatifs au cours de 2017, (ii) un investissement de 2,6 millions \$ provenant de la participation ne donnant pas le contrôle, et (iii) des dividendes de 1,0 million \$ versés en 2017 à la participation ne donnant pas le contrôle. Ces éléments ont été atténués par (i) une augmentation de 4,9 millions \$ des dividendes versés sur les actions de catégories A et B, (ii) des rachats d'actions en 2018 pour un montant total de 2,8 millions \$, et (iii) une hausse de 1,7 million \$ des remboursements de dette à long terme.

Au cours de l'exercice 2018, l'utilisation de fonds par les activités d'investissement a été de 232,2 millions \$ comparativement à 35,8 millions \$ pour la période comparable de 2017. Au cours de l'exercice 2018, les flux de trésorerie utilisés pour l'acquisition de OOB ont été de 196,9 millions \$, laissant un écart de 0,5 million \$ sur une base comparable. Cette variation à la baisse provient principalement d'une diminution de 3,6 millions \$ des sorties de fonds liées aux acquisitions d'immobilisations corporelles. Les éléments suivants ont eu pour effet de limiter la variation à la baisse des flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement : (i) un produit net de cession d'immobilisations corporelles de 2,2 millions \$ réalisé en 2017 lors de la vente d'une usine et d'un terrain de la Société et (ii) une augmentation de 1,0 million \$ des sorties de fonds liées aux acquisitions d'immobilisations incorporelles.

## Financement et liquidités

<i>(en milliers de dollars, sauf indication)</i>	<b>Au 31 déc. 2018</b>	<b>Au 31 déc. 2017</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Tranche à court terme de la dette à long terme	<b>24 580</b>	9 807
Dette à long terme	<b>297 267</b>	158 915
Dette totale	<b>321 847</b>	168 722
Dette totale	<b>321 847</b>	168 722
Capitaux propres	<b>722 251</b>	624 962
Capital de la Société	<b>1 044 098</b>	793 684
Ratio dette totale / Capital de la Société <sup>i)</sup> (en %)	<b>30,8</b>	21,3

i) Le ratio de dette totale sur le capital de la Société est obtenu en divisant la dette totale par le capital de la Société, tels que présentés dans ce tableau.

Au 31 décembre 2018, la Société affiche un solde de trésorerie et équivalents de trésorerie de 4,6 millions \$ et un découvert bancaire de nil \$ comparativement à un solde de trésorerie et équivalents de trésorerie de 16,2 millions \$ et un découvert bancaire de 5,0 millions \$ au 31 décembre 2017.

Le 10 avril 2013, la Société avait obtenu des facilités de crédit pour ses activités canadiennes dont le montant autorisé totalisait près de 250 millions \$. Les facilités comprenaient un crédit d'exploitation rotatif (« crédit rotatif CA ») commis d'une durée de cinq ans pour un montant autorisé de 175 millions \$ et un crédit à terme de près de 75 millions \$.

Le 5 avril 2018, la Société a conclu une entente visant à modifier les facilités de crédit canadiennes afin d'y inclure les diverses demandes de modifications acceptées entre le 10 avril 2013 et le 4 avril 2018 ainsi que de prolonger la date d'échéance du crédit rotatif CA de un an en reportant l'échéance à avril 2023. Suite à cette entente, les facilités comprennent un crédit rotatif CA commis d'une durée de cinq ans pour un montant autorisé de 175 millions \$ et un crédit à terme d'un montant autorisé révisé à près de 44,6 millions \$. Le crédit rotatif CA offre l'option à la Société, sous réserve de la participation de chacun des prêteurs, d'augmenter le montant disponible d'un montant total ne pouvant excéder 50 millions \$ et de prolonger annuellement, à chaque date d'anniversaire, la date d'échéance du crédit rotatif CA d'une période de un an, aux mêmes termes et conditions.

Au cours du troisième trimestre de 2011, la Société avait également obtenu, par l'entremise d'une de ses filiales, une facilité de crédit d'exploitation rotatif (« crédit rotatif US ») d'un montant autorisé de 50 millions \$ US d'un syndicat de banques et d'autres prêteurs institutionnels. Ce crédit rotatif US a été consenti pour une période de cinq ans et n'est pas cautionné par Industries Lassonde inc. et ses filiales canadiennes. En septembre 2016, la Société avait conclu, par l'entremise de certaines filiales, une entente visant à modifier et renouveler l'emprunt à terme et le crédit rotatif US qui venaient à échéance en août 2017. Ces facilités de crédit amendées et mises à jour, dont le montant autorisé totalisait 239,4 millions \$ US, avaient été consenties par un syndicat de banques afin de supporter les activités américaines de la Société. Les facilités comprenaient un crédit rotatif US commis d'une durée de trois ans pour un montant autorisé de 75 millions \$ US et un emprunt à terme de 164,4 millions \$ US échéant en septembre 2019.

Le 31 mai 2018, dans le cadre l'acquisition de OOB, la Société a conclu une entente visant à modifier le crédit rotatif US et l'emprunt à terme existant ainsi qu'à obtenir un nouvel emprunt à terme de 146,0 millions \$ US. Suite à cette entente, les facilités comprennent un crédit rotatif US commis d'une durée de quatre ans pour un montant autorisé de 75,0 millions \$ US, un emprunt à terme, d'un montant autorisé révisé à 92,5 millions \$ US, et un nouvel emprunt à terme d'un montant autorisé de 146,0 millions \$ US.

## Crédit rotatif US

La date d'échéance du crédit rotatif US a été prolongée jusqu'en mai 2022. Les coûts de transaction liés au crédit rotatif US sont comptabilisés dans les autres actifs à long terme et amortis linéairement jusqu'en mai 2022.

## Emprunts à terme

L'emprunt à terme de 92,5 millions \$ US a été modifié afin d'en prolonger la date d'échéance de un an jusqu'en septembre 2020.

L'emprunt à terme de 146,0 millions \$ US vient à échéance en mai 2022. Les coûts de transaction liés à cet emprunt à terme sont amortis sur sa durée en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Société doit rembourser annuellement, en quatre versements trimestriels égaux, 7,5 % du montant nominal, en date du 31 mai 2018, des emprunts à terme. La Société peut effectuer en tout temps des versements anticipés et ce, sans pénalité.

Au 31 décembre 2018, l'encours du crédit rotatif CA était de 25,0 millions \$ et celui du crédit rotatif US était de 0,8 million \$ alors qu'au 31 décembre 2017, l'encours du crédit rotatif CA était de nil \$ et celui du crédit rotatif US était de 3,8 millions \$.

Les modalités de ces facilités de crédit sont décrites à la note 21 des états financiers consolidés de la Société de l'exercice terminé le 31 décembre 2018. La Société estime être en mesure d'assurer son développement grâce aux flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation ainsi qu'à ses crédits bancaires actuellement disponibles.

Le ratio de la dette totale sur le capital de la Société est passé de 21,3 % au 31 décembre 2017 à 30,8 % au 31 décembre 2018. La hausse de ce ratio reflète l'augmentation de 153,1 millions \$ de la dette totale et la hausse de 97,3 millions \$ des capitaux propres.

Pour l'exercice 2019, la Société entend ajuster son programme d'acquisition d'immobilisations pour tenir compte de la volatilité de la demande sur ses marchés. Elle continuera par ailleurs à moderniser ses équipements et améliorer ses procédés, en plus d'investir dans l'innovation et le développement durable. Les nouvelles immobilisations seront financées, dans la mesure du possible, à même les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société, bien qu'elle puisse aussi recourir à des emprunts si les taux d'intérêt et les conditions s'avèrent avantageux.

## Programme de rachat d'actions

---

La Société a rétabli son programme de rachat d'actions, par l'entremise de la Bourse de Toronto conformément à ses règles et politiques. Elle peut ainsi racheter au comptant, par voie d'achats sur le marché pour fins d'annulation dans le cours normal de ses activités, entre le 3 octobre 2018 et le 2 octobre 2019, jusqu'à concurrence de 80 000 actions de catégorie A à droit de vote subalterne. Les achats sont effectués au prix du marché, sans toutefois excéder le cours maximal cible fixé par la direction de la Société.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2018, la Société a racheté au comptant, par voie d'achats sur le marché pour fins d'annulation, 14 000 actions de catégorie A à droit de vote subalterne à un prix moyen de 201,16 \$ par action en contrepartie de 2 816 000 \$, dont 186 000 \$ ont été portés en réduction du capital-actions, 2 628 000 \$ en réduction des bénéfices non répartis et 2 000 \$ en réduction du surplus d'apport.

Depuis la fin de l'exercice 2018 et jusqu'au 27 mars 2019, la Société a racheté 24 300 actions de catégorie A à droit de vote subalterne, en contrepartie de 4 390 000 \$.

## Dividendes

---

En date du 14 février 2019, le conseil d'administration de la Société a déclaré, conformément à la politique de dividendes de la Société, un dividende trimestriel de 0,81 \$ par action à l'égard des actions de catégories A et B, payable le 15 mars 2019 à tous les porteurs d'actions de catégories A et B inscrits aux registres en date du 26 février 2019. Sur une base annualisée, ce dividende représente environ 25 % du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de l'exercice 2017. Ce dividende est un dividende déterminé.

La Société entend maintenir sa politique de dividendes qui stipule que le dividende représente, sur une base annualisée, environ 25 % du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de l'exercice précédent.

## Opérations boursières

---

La valeur de l'action de Industries Lassonde inc. s'est maintenue dans une fourchette de 184,40 \$ à 297,84 \$ au cours de l'année 2018. Le cours de clôture de l'exercice 2018 était de 199,22 \$ comparativement à 256,02 \$ à la fin de l'exercice 2017, en baisse de 22,2 %.

## Arrangements hors état consolidé de la situation financière

Au 31 décembre 2018, la Société a des lettres de crédit en circulation totalisant 0,8 million \$.

Les engagements sont présentés à la note 29 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

### Quatrième trimestre

#### Données relatives aux résultats consolidés

<i>(en milliers de dollars, sauf indication)</i>	Quatrièmes trimestres terminés les	
	31 déc. 2018	31 déc. 2017
	\$	\$
<b>Ventes</b>	<b>426 799</b>	402 591
Coût des ventes	317 410	278 786
Frais de vente et d'administration	83 641	81 567
(Gains) pertes sur immobilisations	3	14
	<b>401 054</b>	360 367
Résultat d'exploitation	<b>25 745</b>	42 224
Frais financiers	4 505	2 905
Autres (gains) pertes	811	(58)
Résultat avant impôts	<b>20 429</b>	39 377
Impôts sur le résultat	4 350	(383)
<b>Résultat net</b>	<b>16 079</b>	39 760
Attribuable :		
Aux actionnaires de la Société	15 770	37 193
À la participation ne donnant pas le contrôle	309	2 567
	<b>16 079</b>	39 760
<b>Résultat de base et dilué par action (en \$)</b>	<b>2,26</b>	5,32
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)</b>	<b>6 984</b>	6 988

Les ventes du quatrième trimestre de 2018 totalisent 426,8 millions \$, en hausse de 24,2 millions \$ (6,0 %) sur les ventes de 402,6 millions \$ du quatrième trimestre de 2017. Cette hausse des ventes découle essentiellement de l'addition de ventes de OOB se chiffrant à 25,6 millions \$. Si on exclut l'impact de l'acquisition de OOB, les ventes de la Société ont été en baisse de 1,4 million \$ (0,3 %) par rapport au trimestre comparable de 2017. Cette baisse s'explique principalement par l'effet combiné des éléments suivants : (i) une baisse de 11,9 millions \$ du volume de ventes de produits de marque nationale; (ii) un effet de change favorable de 8,8 millions \$; (iii) une variation favorable de la composition des ventes de produits de marque nationale générant une augmentation des ventes de 1,7 million \$; (iv) des fluctuations de prix de vente qui ont eu un effet favorable de 1,3 million \$ sur les ventes de produits de marque nationale; et (v) une baisse de 1,3 million \$ des ventes de produits de marque privée.

Le coût des ventes est passé de 278,8 millions \$ au quatrième trimestre de 2017 à 317,4 millions \$ pour la période comparable de l'exercice financier en cours, en hausse de 38,6 millions \$. Le coût des ventes de OOB s'est chiffré à 20,5 millions \$, ce qui explique en partie cette augmentation. En excluant l'acquisition de OOB, le coût des ventes du quatrième trimestre de 2018 a été de 296,9 millions \$, en hausse de 6,5 %. Lorsque comparée à la baisse de 0,3 % des ventes, cette hausse du coût des ventes reflète essentiellement une hausse de 7,4 millions \$ du coût des intrants, touchant plus particulièrement le concentré de pomme et la résine utilisée pour la fabrication des bouteilles de plastique, ainsi qu'une augmentation des frais de transport liés à l'achat de matières premières. La baisse du volume de production qui a touché les entités américaines a également eu un effet défavorable sur la récupération des frais fixes de production touchant ainsi le coût unitaire des produits.

Les frais de vente et d'administration sont passés de 81,6 millions \$ au quatrième trimestre de 2017 à 83,6 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2018, en hausse de 2,0 millions \$. En excluant les frais de vente et d'administration de 5,5 millions \$ de OOB, les frais de vente et d'administration de la Société sont de 78,1 millions \$, en baisse de 3,5 millions \$ sur les frais de vente et d'administration du trimestre comparable de 2017. Cette baisse est principalement due à une diminution des charges salariales liées à la performance atténuée par une hausse de 2,9 millions \$ des frais de transport liés à la livraison des produits et par un effet de change défavorable affectant la conversion en dollars canadiens des frais de vente et d'administration des entités américaines.

Le résultat d'exploitation de la Société a été de 25,7 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2018, en baisse de 16,5 millions \$ sur le résultat d'exploitation de 42,2 millions \$ du trimestre comparable de l'exercice précédent. Pour sa part, OOB a affiché une perte d'exploitation de 0,4 million \$. Sans les effets de l'acquisition de OOB, le résultat d'exploitation aurait été en baisse de 16,1 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de 2017.

Les frais financiers sont passés de 2,9 millions \$ au quatrième trimestre de 2017 à 4,5 millions \$ au cours de ce trimestre. En excluant une charge d'intérêts de 2,5 millions \$ relative au financement de l'acquisition de OOB, les frais financiers sont en baisse de 0,9 million \$. Cette baisse provient essentiellement d'une réduction de 0,4 million \$ de la charge d'amortissement des coûts de transaction et d'une hausse de 0,3 million \$ des revenus d'intérêts.

Les « Autres (gains) pertes » sont passés d'un gain de 0,1 million \$ au quatrième trimestre de 2017 à une perte de 0,8 million \$ en 2018. Le gain du quatrième trimestre de 2017 provient essentiellement de gains de change alors que la perte du quatrième trimestre de 2018 est principalement attribuable à une perte de 1,4 million \$ provenant de la variation de juste valeur d'instruments financiers atténuée par des gains de change totalisant 0,6 million \$.

Le résultat avant impôts du quatrième trimestre de 2018 est de 20,4 millions \$, en baisse de 19,0 millions \$ sur le résultat avant impôts du quatrième trimestre de 2017 qui était de 39,4 millions \$.

Les impôts sur le résultat passent d'un crédit de 0,4 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2017 à une dépense de 4,4 millions \$ pour le trimestre comparable de 2018. Le taux effectif d'impôt de 21,3 % du quatrième trimestre de 2018 est supérieur au taux de -1,0 % du trimestre comparable de 2017. Il faut cependant noter qu'un ajustement favorable, sans effet de trésorerie, de 11,3 millions \$ des passifs d'impôt différé des entités américaines a été constaté en 2017. Cet ajustement à la baisse des passifs d'impôt différé découlait de la réduction du taux d'imposition fédéral des sociétés suite à la réforme fiscale américaine adoptée en décembre 2017. Sans les effets de cet ajustement, le taux effectif ajusté du quatrième trimestre de 2017 aurait été de 27,8 %. Lorsque comparé au taux effectif ajusté du quatrième trimestre de 2017, le taux effectif inférieur du quatrième trimestre de 2018 reflète principalement l'effet de la baisse des taux d'imposition découlant de la réforme fiscale américaine.

Le résultat net du quatrième trimestre de 2018 est de 16,1 millions \$, en baisse de 23,7 millions \$ sur le résultat net de 39,8 millions \$ constaté au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Il faut cependant noter que ce résultat comprend des frais financiers additionnels, nets d'impôts, de 1,8 million \$ relatifs au financement de l'acquisition et une perte nette de 1,4 million \$ de OOB. Sans les effets de l'ajustement des passifs d'impôt différé en 2017 et les effets de l'acquisition de OOB, le résultat net du quatrième trimestre de 2018 aurait été en baisse de 9,2 millions \$ sur celui du quatrième trimestre de 2017.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'établit à 15,8 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 2,26 \$ pour le quatrième trimestre de 2018. Il se compare à un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 37,2 millions \$ pour un résultat de base et dilué par action de 5,32 \$ pour la période comparable de 2017. Sans l'impact de 10,2 millions \$ lié à l'ajustement des passifs d'impôt différé en 2017 et les effets de l'acquisition de OOB, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société du quatrième trimestre de 2018 aurait été en baisse de 8,3 millions \$ sur celui du trimestre comparable de 2017.

### **Analyse des flux de trésorerie consolidés du trimestre**

Au cours du quatrième trimestre de 2018, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation totalisent 65,5 millions \$ alors qu'elles avaient généré 50,9 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2017. Les flux de trésorerie générés par OOB à cet égard ont été de 3,8 millions \$, laissant un écart de 10,8 millions \$ sur une base comparable. Cette génération supérieure de fonds s'explique principalement par une variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation qui a généré des fonds de 29,5 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2018 comparativement à une génération de fonds de 6,1 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent, pour une variation de 23,4 millions \$. Ce changement dans la variation du fonds de roulement découle essentiellement de l'effet combiné des éléments suivants : (a) une variation des créditeurs et charges à payer générant 14,8 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2018 comparativement à une utilisation de fonds de 3,2 millions \$ au quatrième trimestre de 2017; (b) une variation des débiteurs générant 5,7 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2018 comparativement à une utilisation de fonds de 5,0 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent; (c) une variation des stocks générant 11,1 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2018 comparativement à une génération de fonds de 15,1 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2017; et (d) une variation des autres actifs et passifs à court terme utilisant 2,2 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2018 comparativement à une utilisation de fonds de 0,8 million \$ au trimestre comparable de l'exercice précédent. Une diminution de 3,5 millions \$ des impôts versés a également contribué à la variation à la hausse des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation. Les éléments suivants ont eu pour effet de limiter cette génération supérieure de fonds par les activités d'exploitation : (i) une diminution de 15,0 millions \$ du résultat avant intérêts, impôts et amortissements et (ii) une augmentation de 2,3 millions \$ des intérêts versés.

Au cours du quatrième trimestre de 2018, les activités de financement ont utilisé 43,7 millions \$ alors qu'elles avaient utilisé 29,5 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2017. Cette utilisation supérieure de fonds s'explique principalement par (i) une augmentation de 8,0 millions \$ des remboursements de dette à long terme, (ii) des rachats d'actions en 2018 pour un montant total de 2,8 millions \$, (iii) un apport de fonds de 0,6 million \$ des crédits d'exploitation rotatifs au cours du quatrième trimestre de 2018 comparativement à un apport de fonds de 2,4 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2017 et par (iv) une augmentation de 1,4 million \$ des dividendes versés sur les actions de catégories A et B.

Au cours du quatrième trimestre de 2018, l'utilisation de fonds par les activités d'investissement a été de 9,3 millions \$ comparativement à 16,2 millions \$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation à la baisse provient principalement d'une diminution de 7,6 millions \$ des sorties de fonds liées aux acquisitions d'immobilisations corporelles atténuée par une hausse de 0,7 million \$ des sorties de fonds liées aux acquisitions d'immobilisations incorporelles.

## Mesures financières non conformes aux IFRS

Les mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs.

### Fonds de roulement et ratio de fonds de roulement

La mesure financière « fonds de roulement » est utilisée par la Société pour évaluer si l'actif à court terme est suffisant pour acquitter le passif à court terme. Le fonds de roulement est le résultat de l'actif à court terme moins le passif à court terme, tandis que « le ratio de fonds de roulement » est obtenu en divisant l'actif à court terme par le passif à court terme.

<i>(en milliers de dollars, sauf le ratio de fonds de roulement)</i>	<b>Au 31 déc. 2018</b>	<b>Au 31 déc. 2017</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Actif à court terme	<b>416 971</b>	369 336
Passif à court terme	<b>240 780</b>	222 944
Fonds de roulement	<b>176 191</b>	146 392
Ratio de fonds de roulement	<b>1,73:1</b>	1,66:1

### Capitaux propres sur l'actif total

La mesure financière « capitaux propres sur l'actif total » est utilisée par la Société pour évaluer la part de l'investissement des actionnaires par rapport à l'actif total de la Société. Le ratio capitaux propres sur l'actif total est obtenu en divisant les capitaux propres par l'actif total tels qu'ils sont présentés à l'état consolidé de la situation financière de la Société.

<i>(en milliers de dollars, sauf indication)</i>	<b>Au 31 déc. 2018</b>	<b>Au 31 déc. 2017</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Capitaux propres	<b>722 251</b>	624 962
Actif total	<b>1 318 606</b>	1 055 711
Ratio capitaux propres / actif total <i>(en %)</i>	<b>54,8</b>	59,2

## Résultat avant intérêts, impôts et amortissements ajusté

La mesure financière « résultat avant intérêts, impôts et amortissements ajusté » (« BAIIA ajusté ») est utilisée par la Société et les investisseurs pour mesurer sa capacité de générer des flux monétaires futurs à même ses activités et d'acquitter ses charges financières. Le BAIIA ajusté se compose de la somme du résultat d'exploitation, de l'amortissement des immobilisations, tel que présenté dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, et des « (Gains) pertes sur immobilisations », s'il y a lieu.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Quatrièmes trimestres terminés les		Exercices terminés les	
	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2018	31 déc. 2017
	\$	\$	\$	\$
Résultat d'exploitation	25 745	42 224	105 192	133 290
Amortissement des immobilisations	13 174	11 256	48 752	45 214
(Gains) pertes sur immobilisations	3	14	24	(596)
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>38 922</b>	<b>53 494</b>	<b>153 968</b>	<b>177 908</b>

La charge d'amortissement est passée de 11,3 millions \$ au quatrième trimestre de 2017 à 13,2 millions \$ pour le trimestre comparable de 2018. En excluant un effet de change défavorable de 0,3 million \$, la charge d'amortissement a connu une hausse de 1,6 million \$ dont 1,5 million \$ est attribuable à OOB. La charge d'amortissement est passée de 45,2 millions \$ en 2017 à 48,8 millions \$ en 2018. En excluant un effet de change favorable de 0,1 million \$, la charge d'amortissement a connu une hausse de 3,7 millions \$ dont 3,4 millions \$ est attribuable à OOB.

## Hypothèses et estimations comptables significatives

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables et qu'elle utilise des hypothèses et des estimations qui ont une incidence sur les montants comptabilisés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges dans les états financiers consolidés et sur les renseignements fournis quant aux passifs éventuels et actifs éventuels. Ces hypothèses et ces estimations sont évaluées continuellement et sont basées sur l'expérience passée et d'autres facteurs, incluant les événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels portant sur les éléments faisant l'objet d'hypothèses et d'estimations pourraient donc différer de celles-ci.

Des explications quant aux principales hypothèses et estimations utilisées sont présentées ci-dessous :

### Évaluation des revenus tirés de la vente de produits

Les revenus tirés de la vente de produits sont constatés au montant de contrepartie auquel la Société s'attend à avoir droit. Ce montant comprend des déductions pour rabais ou redevances dont l'établissement utilise, dans certains cas, des hypothèses fondées sur des estimations basées sur l'historique et l'expérience de la Société.

### Évaluation des impôts sur le résultat

La préparation des états financiers consolidés requiert une estimation des impôts sur le résultat et des actifs et passifs d'impôt différé selon les lois fiscales des divers territoires où la Société exerce ses activités.

Des hypothèses et estimations sont émises afin de déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisé, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur de la Société ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en ampleur, la capacité de la Société à utiliser des avantages fiscaux futurs.

Le recours au jugement est également nécessaire pour évaluer l'incidence des interprétations, des lois et règlements fiscaux, de façon à s'assurer de l'intégralité et de la présentation fiable de l'impôt à recouvrer, de l'impôt exigible ainsi que des actifs et passifs d'impôt différé.

### Évaluation des actifs et passifs au titre des prestations définies

L'évaluation par la Société des actifs et passifs afférents aux régimes à prestations définies requiert l'utilisation de données statistiques et autres paramètres visant à anticiper des évolutions futures. Ces paramètres incluent le taux d'actualisation de l'obligation au titre des prestations définies et du calcul des intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies, le taux de croissance attendu des salaires, le taux d'indexation des rentes servies ainsi que la table de mortalité. Dans des circonstances où les hypothèses actuarielles s'avéreraient significativement différentes des données réelles observées ultérieurement, il pourrait en résulter une modification

substantielle du montant du coût des prestations des régimes à prestations définies porté en résultat et en autres éléments du résultat global ainsi que de l'actif net ou du passif net au titre des prestations définies présenté à l'état consolidé de la situation financière.

Les évaluations actuarielles pour fins de capitalisation ont été effectuées en date des 31 décembre 2017, 1<sup>er</sup> janvier 2018 et 30 septembre 2018, selon les régimes. Ces évaluations actuarielles sont effectuées à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le taux d'actualisation, le taux de croissance attendu des salaires, le taux d'indexation des rentes servies ainsi que la table de mortalité. Des changements apportés à ces hypothèses pourraient avoir une incidence sur les coûts et obligations au titre des prestations définies. Au cours des exercices 2017 et 2018, la Société a capitalisé 6,7 millions \$ et 0,2 million \$ respectivement dans ses régimes à prestations définies.

### **Évaluation d'actifs non financiers**

Le modèle des flux futurs de trésorerie actualisés mis en œuvre pour déterminer la juste valeur des groupes d'unités génératrices de trésorerie (« UGT ») auxquels est affecté le goodwill nécessite l'utilisation d'un certain nombre de paramètres tels que les estimations de flux futurs de trésorerie, les taux d'actualisation ainsi que d'autres variables; il requiert donc l'exercice du jugement de façon substantielle. Les tests de dépréciation sur les immobilisations corporelles et incorporelles sont également fondés sur des hypothèses. Toute dégradation future des conditions de marché ou la réalisation de faibles performances opérationnelles pourrait se traduire par l'incapacité de recouvrer les valeurs comptables actuelles des immobilisations corporelles et incorporelles. Aucune perte de valeur relative aux tests de dépréciation n'a été constatée en 2017 et 2018.

### **Répartition du prix d'achat de l'entreprise acquise lors d'un regroupement d'entreprises**

Lors d'un regroupement d'entreprises, la Société doit émettre des hypothèses et faire des estimations afin de déterminer la répartition du prix d'achat de l'entreprise acquise. Pour ce faire, la Société doit déterminer la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris à la date d'acquisition. Le goodwill est évalué comme l'excédent du total de la contrepartie transférée et du montant de la participation ne donnant pas le contrôle sur la juste valeur de tous les actifs et passifs identifiés. Ces hypothèses et estimations ont une incidence sur le montant inscrit à titre d'actif et de passif dans l'état consolidé de la situation financière à la date d'acquisition. De plus, les durées d'utilité estimées des immobilisations corporelles acquises, l'identification des immobilisations incorporelles de même que la détermination de durées d'utilité déterminées ou indéterminées des immobilisations incorporelles acquises auront une incidence sur le résultat net de la Société.

### **Évaluation de la juste valeur des instruments financiers classés au niveau 3**

La Société doit émettre des hypothèses et utiliser des estimations lorsqu'elle évalue la juste valeur de la contrepartie éventuelle à payer aux vendeurs de OOB. Les principales hypothèses émises et estimations utilisées concernent, entre autres, le BAIIA ajusté attendu en 2019 de OOB ainsi que le taux de volatilité de ce dernier. Dans des circonstances où les hypothèses émises et les estimations utilisées s'avèreraient significativement différentes des données observées ultérieurement, l'écart aurait une incidence sur le résultat net de la Société et sur le montant constaté à l'état consolidé de la situation financière.

## **Adoption de normes IFRS**

---

### **IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients »**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Société a adopté la norme IFRS 15 qui s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La Société a appliqué la norme IFRS 15 de manière rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale à la date de première application, sans retraitement des soldes comparatifs au 31 décembre 2017.

La Société a finalisé l'analyse de la norme IFRS 15. L'adoption de la norme IFRS 15 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société mais aura une incidence sur les notes afférentes aux états financiers consolidés, principalement au niveau de l'allocation entre les revenus tirés de la vente de produits et les revenus tirés de la prestation de services.

La Société présente les divulgations requises dans ses états financiers consolidés de l'exercice se terminant le 31 décembre 2018.

### **IFRS 9 « Instruments financiers »**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Société a adopté la norme IFRS 9 qui s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La Société a appliqué la norme IFRS 9 de manière rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale à la date de première application, sans retraitement des soldes comparatifs au 31 décembre 2017.

Dans le cadre de l'adoption de la norme IFRS 9, la Société a modifié la comptabilisation des passifs financiers qui comprennent une option de remboursement anticipé au pair, sans prime de remboursement anticipé. Avant l'adoption de la norme IFRS 9, la Société déterminait si une modification des conditions contractuelles était considérée comme substantielle ou non. Lors de l'adoption de la norme IFRS 9, la Société a déterminé que la modification de ce type de passif financier équivaut au remboursement anticipé sans pénalité du

passif financier initial et à la création d'un nouveau passif financier aux conditions du marché. Par conséquent, le passif financier d'origine sera décomptabilisé, y compris les coûts de transaction non amortis, et le nouveau passif financier sera comptabilisé à la juste valeur.

L'incidence de l'adoption de la norme IFRS 9 au 1<sup>er</sup> janvier 2017 sur les états consolidés du résultat pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 aurait été une diminution des frais financiers d'environ 0,8 million \$ et une augmentation des impôts sur le résultat d'environ 0,2 million \$, ayant pour effet une augmentation du résultat net d'environ 0,6 million \$ et une augmentation du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société d'environ 0,5 million \$. L'incidence sur les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2017, aurait été une augmentation de la dette à long terme (incluant la tranche à court terme) d'environ 0,4 million \$ ainsi qu'une diminution des passifs d'impôt différé d'environ 0,1 million \$ et des capitaux propres d'environ 0,3 million \$. De plus, le taux d'intérêt effectif de l'emprunt à terme de LPC au 31 décembre 2017 aurait été de 3,85 % au lieu de 4,10 %.

L'application rétrospective de la norme IFRS 9 visant la modification de passifs financiers a eu l'incidence suivante sur les informations comparatives présentées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 :

	Au 31 décembre 2017	Retraitement	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2018
	\$	\$	\$
<b>États consolidés de la situation financière</b>			
Tranche à court terme de la dette à long terme	9 807	264	<b>10 071</b>
Dette à long terme	158 915	179	<b>159 094</b>
Passifs d'impôt différé	44 560	(115)	<b>44 445</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Cumul des autres réserves	51 762	15	<b>51 777</b>
Résultats non distribués	477 576	(310)	<b>477 266</b>
Participation ne donnant pas le contrôle	45 378	(33)	<b>45 345</b>

## Modifications comptables futures

### IFRS 16 « Contrats de location »

En janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 qui vise le remplacement des normes suivantes : IAS 17 « Contrat de location », IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location », SIC-15 « Avantages dans les contrats de location simple » et SIC 27 « Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location ». Cette nouvelle norme établit les directives quant à la constatation et à la divulgation des contrats de location. IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation des contrats de location pour le preneur qui entraîne la constatation de tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. Des exemptions sont permises concernant les contrats de location à court terme et les contrats de location dont l'actif sous-jacent a une faible valeur.

Cette norme s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

La Société a adopté la norme IFRS 16 le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et estime que l'adoption aura une incidence significative sur ses états financiers consolidés. Ces changements seront appliqués de manière rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

La Société prévoit que l'adoption de la norme IFRS 16 donnera lieu à une augmentation significative de ses actifs et de ses passifs en raison de la comptabilisation des actifs au titre du droit d'utilisation ainsi que des obligations locatives. À ce stade-ci de la mise en œuvre de la norme IFRS 16, la Société estime que l'augmentation des actifs et passifs devrait représenter environ 28,3 millions \$. Cette incidence est toutefois susceptible de changer d'ici la fin de la mise en œuvre de la norme.

La Société présentera les divulgations requises dans ses états financiers consolidés du premier trimestre se terminant le 30 mars 2019.

### IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »

En juin 2017, l'IASB a publié la norme IFRIC 23 afin de clarifier les exigences de comptabilisation et d'évaluation dans IAS 12 « Impôts sur le résultat » lorsqu'il existe une incertitude quant aux traitements de l'impôt sur le résultat.

Cette norme s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

L'adoption de cette norme n'aura aucune incidence financière sur les états financiers consolidés de la Société.

## **IAS 19 « Avantages du personnel »**

En février 2018, l'IASB a modifié la norme IAS 19 afin de clarifier les exigences lors de la modification, la réduction ou la liquidation d'un régime.

Cette norme s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

L'adoption de cette norme n'aura aucune incidence financière sur les états financiers consolidés de la Société.

## **Incertitudes et principaux facteurs de risque**

---

Les incertitudes et facteurs de risque décrits ci-après sont ceux considérés comme ayant vraisemblablement ou étant susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation et les résultats financiers de la Société. Toutes les éventualités ne sont pas abordées et il n'est pas certain que les risques et incertitudes dans les énoncés qui suivent se réaliseront de la manière envisagée ou qu'ils auront les conséquences prévues.

### **Instruments financiers et exposition aux risques financiers**

#### **Contrepartie éventuelle à payer aux vendeurs de OOB**

L'entente conclue le 31 mai 2018 avec les vendeurs de OOB contient une contrepartie éventuelle d'un montant maximum de 10 000 000 \$ US, liée à l'atteinte d'objectifs financiers basés sur le BAIIA ajusté, qui pourrait être payée au cours des deux années suivantes. La juste valeur finale de la contrepartie éventuelle comptabilisée à la date d'acquisition, d'un montant de 900 000 \$ US, a été évaluée selon des probabilités estimées par la direction liées aux BAIIA ajustés futurs à atteindre ainsi qu'à la volatilité associée à ceux-ci. Ce montant est présenté au poste « Autre passif à long terme » dans l'état consolidé de la situation financière. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle à payer aux vendeurs de OOB seront portées en résultat de la période au cours de laquelle elles surviennent, dans les « Autres (gains) pertes ». Au 31 décembre 2018, la juste valeur de la contrepartie éventuelle à payer aux vendeurs de OOB est demeurée inchangée par rapport à sa valeur en date d'acquisition.

#### **Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. La Société est exposée au risque de flux de trésorerie en raison des fluctuations de taux d'intérêt de ses obligations financières portant intérêt à des taux variables et au risque de juste valeur en raison de ses obligations financières à taux fixe.

De plus, lors du refinancement d'un instrument d'emprunt, selon la disponibilité de fonds sur le marché et le risque relatif de la Société perçu par les prêteurs, la marge à ajouter aux taux de référence, comme le taux des acceptations bancaires (« CDOR »), le taux interbancaire offert à Londres (« LIBOR ») et les taux préférentiels, pourrait varier, influençant directement le taux d'intérêt payable par la Société.

La Société cherche à maintenir une combinaison appropriée d'obligations financières à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. À cet effet et pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt, elle utilise des instruments dérivés qui prennent la forme de swaps de taux d'intérêt.

Relativement à ses obligations financières à taux variables, les flux de trésorerie subiraient une incidence négative en cas d'augmentation des taux de référence; l'incidence serait positive relativement aux swaps de taux d'intérêt. Une diminution de ces mêmes taux aurait une incidence contraire et d'amplitude similaire.

L'utilisation d'un financement à terme est principalement liée aux obligations à long terme de la Société découlant de l'acquisition d'actifs à long terme et de regroupements d'entreprises. Les crédits rotatifs sont utilisés principalement pour financer le fonds de roulement de la Société et fluctuent essentiellement selon des facteurs saisonniers spécifiques à la Société. La Société peut également utiliser ses crédits rotatifs en ajout au financement à terme dans le cadre d'un regroupement d'entreprises si elle juge qu'elle sera en mesure de rembourser cette somme à moyen terme.

Au 31 décembre 2018, la Société possédait des swaps de taux d'intérêt visant à couvrir l'effet des fluctuations futures des taux d'intérêt LIBOR, applicables aux emprunts à terme de LPC, sur les flux monétaires de la Société. Ces swaps font l'objet de la comptabilité de couverture. Au 31 décembre 2018, la juste valeur négative des swaps de taux d'intérêt s'établissait, sur une base nette, à 0,4 million \$. Elle est présentée à l'état consolidé de la situation financière de la Société sous la rubrique Instruments dérivés.

Le tableau suivant présente un sommaire des swaps de taux d'intérêt de la Société :

Date de début	Date de fin	Type	Taux fixe %	Taux flottant	Montant notionnel	Juste valeur
					au 31 déc. 2018 en \$ US	en \$
Octobre 2016	Septembre 2019	Payeur fixe	1,2340	LIBOR 3 mois	35 000 000	516 000
Août 2017	Septembre 2019	Payeur fixe	1,2300	LIBOR 3 mois	15 000 000	221 000
Juin 2018	Mars 2022	Payeur fixe	2,8675	LIBOR 3 mois	57 000 000	(555 000)
Juin 2018	Mars 2022	Payeur fixe	2,8695	LIBOR 3 mois	57 000 000	(559 000)

### Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société, en raison de la variation des taux de change, à une baisse ou à une augmentation :

- ♦ de la valeur de ses instruments financiers, principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des autres éléments du fonds de roulement et des soldes inter-sociétés libellés en monnaies étrangères;
- ♦ de ses investissements nets dans ses établissements à l'étranger puisqu'ils utilisent comme monnaie fonctionnelle le dollar américain; et
- ♦ de la valeur des transactions libellées en monnaies étrangères effectuées par les entités qui ont le dollar canadien comme monnaie fonctionnelle, soit :
  - les achats de matières premières et fournitures ainsi que d'équipements libellés en monnaies étrangères effectués par les entités canadiennes; et
  - les ventes libellées en monnaies étrangères effectuées par les entités canadiennes.

Le risque de change est géré conformément à la politique de gestion du risque de change de la Société. L'objectif visé par cette politique est d'atténuer l'incidence de la fluctuation des taux de change sur le résultat et la situation financière de la Société. Selon cette politique de change, la Société est tenue d'identifier, par secteur géographique, toute exposition au risque de change réelle et potentielle découlant de ses activités. Toujours selon cette même politique, il est strictement interdit d'effectuer des opérations de change à des fins spéculatives.

La Société utilise diverses stratégies, y compris l'utilisation d'instruments dérivés et de techniques de gestion des couvertures naturelles, dans le cadre de ses activités pour atténuer les risques de change. La stratégie de couverture de ces risques est effectuée par un service de trésorerie centralisé. Au 31 décembre 2018, les montants en dollars canadiens des débiteurs et des créditeurs et charges à payer libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle des entités totalisaient respectivement 18,5 millions \$ et 27,6 millions \$.

Au 31 décembre 2018, des contrats de change à terme visant la couverture des fluctuations des taux de change relatifs aux achats futurs libellés en monnaies étrangères étaient en vigueur pour un montant de 123,8 millions \$. Ces contrats obligent la Société à acheter des devises à des taux prédéterminés. Au 31 décembre 2018, la juste valeur positive des contrats s'établissait, sur une base nette, à 7,5 millions \$. Elle est présentée à l'état consolidé de la situation financière de la Société sous la rubrique Instruments dérivés.

Le tableau suivant présente un sommaire des contrats de change de la Société :

Type	Échéance	Taux \$ CA	Montant contractuel total	Juste valeur nette totale en \$
Achat \$ US	De 1 à 9 mois	1,2353 à 1,3630	91 500 000 \$ US	7 327 000
Achat €	De 1 à 12 mois	1,5100 à 1,5941	4 359 000 €	186 000

### Risque de prix

Pour atténuer l'effet des fluctuations de prix de certaines matières premières, la Société contracte occasionnellement des instruments dérivés.

Au 31 décembre 2018, la Société possédait des contrats à terme, des swaps sur le rendement total et des options de vente de jus d'orange concentré surgelé. Les swaps sur le rendement total font l'objet de la comptabilité de couverture alors que les contrats à terme et les options de vente ne font pas l'objet de la comptabilité de couverture. Au 31 décembre 2018, la juste valeur négative de ces instruments dérivés s'établissait, sur une base nette, à 1,7 million \$. Elle est présentée à l'état consolidé de la situation financière de la Société sous la rubrique Instruments dérivés.

Le tableau suivant présente un sommaire des instruments dérivés sur le jus d'orange concentré surgelé de la Société :

Type	Échéance	Prix fixe	Quantité totale	Juste valeur nette totale
		\$ US / livre solide	en livres solides	en \$
Contrats à terme	3 et 5 mois	1,3300 à 1,4450	6 825 000	(1 154 000)
Swaps sur le rendement total	3 mois	1,2950 à 1,4030	4 875 000	(506 000)
Options de vente	3 mois	1,4000	180 000	(38 000)

### Comptabilité de couverture

La Société utilise la comptabilité de couverture pour ses achats de matières premières et fournitures, pour ses acquisitions d'immobilisations corporelles et pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur ses emprunts à terme à taux variable.

Lorsque les transactions prévues qui constituent des éléments couverts entraînent la constatation d'actifs ou de passifs financiers, la variation de juste valeur relative à la portion efficace de la couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et le cumul est présenté à titre de réserve de couverture dans l'état consolidé des capitaux propres. Les montants cumulés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat net dans la période au cours de laquelle l'élément couvert a un impact sur le résultat net. Toute portion inefficace est immédiatement portée en résultat dans les « Autres (gains) pertes ».

Lorsque les transactions prévues qui constituent des éléments couverts entraînent la constatation d'actifs non financiers (par exemple des stocks), la variation de juste valeur relative à la portion efficace de la couverture de flux de trésorerie est comptabilisée au résultat global à titre d'autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net et le cumul est présenté à titre de réserve de couverture dans l'état consolidé des capitaux propres. Le montant porté dans le cumul de la réserve de couverture est transféré des capitaux propres à la valeur comptable initiale des actifs non financiers couverts lors de leur acquisition, sans être comptabilisée au résultat global à titre d'autres éléments du résultat global.

Lorsque la relation de couverture ne satisfait plus aux règles de la comptabilité de couverture ou lorsque l'instrument de couverture arrive à maturité, est vendu, résilié ou exercé, la Société cesse d'appliquer la comptabilité de couverture de manière prospective pour cette relation ou instrument. Si l'élément couvert est un actif ou passif financier, les gains ou pertes cumulés demeurent dans la réserve de couverture et sont reclassés en résultat dans la même période où l'élément couvert sous-jacent est constaté au résultat. Dans le cas où l'élément couvert est un actif non financier, les gains ou pertes cumulés demeurent dans la réserve de couverture et sont transférés des capitaux propres à la valeur comptable initiale des actifs non financiers couverts lors de leur acquisition, sans être comptabilisés au résultat global à titre d'autres éléments du résultat global. De plus, si la Société estime que l'opération future ne se réalisera pas, les gains ou pertes cumulés constatés dans la réserve de couverture sont immédiatement reclassés en résultat dans les « Autres (gains) pertes ». Les pertes, nettes des gains, sur dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie reclassées en résultat ont été de 0,6 million \$ en 2018 comparativement à des gains nets de 0,5 million \$ reclassés en résultat en 2017.

La juste valeur des instruments dérivés a été établie selon les informations obtenues des institutions financières ayant agi comme contreparties dans ces opérations de couverture.

Le lecteur trouvera des informations plus détaillées sur les instruments financiers et la gestion des risques qui y sont liés aux notes 13 et 27 des états financiers consolidés de la Société.

### Risque de crédit

La Société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. La Société analyse et révisé de façon continue la situation financière de sa clientèle actuelle et applique des procédures rigoureuses pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société. La Société gère son risque de crédit comme suit :

- ♦ les limites de crédit sont établies et analysées par des spécialistes internes du crédit, en fonction de sources pertinentes et de l'expérience de la Société auprès de ses clients;
- ♦ les filiales canadiennes de la Société contractent une assurance-crédit pour la majorité de leurs ventes effectuées hors Canada;
- ♦ les filiales américaines de la Société contractent une assurance-crédit pour la majorité de leurs ventes; et
- ♦ les termes de crédit peuvent varier en fonction du risque de crédit du client.

Les états financiers consolidés tiennent compte des provisions pour créances douteuses, lesquelles sont estimées par la direction de la Société selon l'expérience passée et son évaluation de l'environnement économique actuel.

## **Douanes, fiscalité et comptabilité**

Des modifications apportées aux lois, règlements ou politiques touchant les activités de la Société, de même que de nouvelles prises de positions comptables de la part des organismes appropriés, pourraient avoir une incidence significative sur son rendement financier et le rendement de son exploitation. En se conformant à ces modifications, la Société pourrait engager des frais significatifs. La Société porte une attention particulière aux discussions touchant les tarifs douaniers qui pourraient affecter ses achats et ses ventes aux États-Unis. Il faut ici noter que la Société importe aux États-Unis pour environ 118 millions \$ US de matières premières pour sa production américaine. Les tarifs en place ainsi que des changements de tarifs découlant de disputes commerciales impliquant les États-Unis pourraient avoir pour effet d'augmenter le coût de ces matières premières affectant ainsi les résultats de la Société, si elle n'est pas en mesure de procéder à des ajustements de prix pour en compenser les impacts négatifs. Ces ajustements pourraient également, le cas échéant, avoir certains effets négatifs sur les volumes de ventes de la Société.

## **Ressources humaines**

Le succès de Lassonde dépend de la qualité des ressources humaines que la Société peut embaucher et retenir. La rareté de la main-d'œuvre constatée tant au Canada qu'aux États-Unis pourrait avoir un effet sur la performance de l'entreprise tant au niveau du coût des avantages du personnel qu'au niveau de la productivité. La Société est également assujettie aux risques en matière de santé et sécurité et aux lois et règlements à cet égard. Des blessures graves subies par un employé, ou le décès d'un employé, pourraient avoir une incidence sérieuse sur la réputation de la Société et entraîner des coûts liés à la conformité. Une proportion importante des 2 200 employés de Industries Lassonde inc. est visée par des conventions collectives. L'objectif de la Société consiste à négocier des conventions collectives dont les conditions lui permettent d'être concurrentielle, selon des durées procurant un climat de travail favorable dans tous les secteurs et suivant des échéanciers variés. Une convention collective relative à une usine canadienne de la Société arrivera à échéance en 2019.

## **Juste valeur**

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des débiteurs, du découvert bancaire et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

La juste valeur de la dette à long terme au 31 décembre 2018 est supérieure de 4,4 millions \$ à sa valeur comptable alors qu'elle était supérieure de 3,5 millions \$ à sa valeur comptable au 31 décembre 2017. La Société détermine cette juste valeur en utilisant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie et au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires dont la Société aurait pu se prévaloir sur les marchés à la date d'évaluation.

## **Concurrence**

Les marchés nord-américains de jus et boissons et de produits alimentaires de spécialités au sein desquels œuvre la Société sont très compétitifs. La Société se mesure à plusieurs concurrents régionaux, nationaux et internationaux, dont certains de grande taille. En janvier 2018, une importante entreprise européenne a fait l'acquisition des activités d'embouteillage du principal concurrent américain de la Société modifiant ainsi la structure de l'offre de jus et boissons de fruits de marque privée aux États-Unis. Ces facteurs contribuent tous soit à mettre une pression à la baisse sur les prix de vente ou soit à hausser les frais commerciaux, les rabais et/ou les redevances liés à la promotion des produits de ce secteur auprès des grossistes et grands détaillants, pouvant affecter ainsi les marges bénéficiaires de la Société. De plus, dans les situations où le coût des intrants augmenterait de façon importante, il pourrait être plus difficile de refléter l'effet de ces hausses de coût dans le prix des produits, ce qui toucherait également la rentabilité de la Société.

## **Clientèle et habitudes des consommateurs**

La Société réalise la majeure partie de ses ventes auprès de détaillants et de grossistes en alimentation. Ce marché est fortement concentré au Canada puisque cinq détaillants contrôlent plus de 80 % du marché. Du côté américain, le degré de concentration du marché est moins significatif avec 10 détaillants qui représentent un peu plus de 60 % du marché. Ceci confère aux clients un important pouvoir de négociation qui pourrait limiter la capacité de la Société à augmenter ses prix pour compenser les pressions inflationnistes.

Les habitudes de consommation, les goûts et les préférences des consommateurs ont également évolué alors qu'on note une hausse de la demande pour les produits à faible teneur en sucre. De plus, ceux-ci utilisent désormais de multiples sources d'approvisionnement pour pourvoir à leurs besoins alimentaires. Ceci a pour conséquence de créer une forte segmentation de l'offre ajoutant ainsi une pression additionnelle sur les détaillants traditionnels de l'alimentation. La croissance du commerce en ligne et des détaillants à escompte ainsi que la réaction des détaillants traditionnels à cette concurrence accrue ont pour effet de mettre une pression importante sur la capacité de la Société à augmenter ses prix dans un environnement de forte inflation.

Les services alimentaires, représentés notamment par les restaurants, les hôpitaux, les hôtels, les écoles et les grossistes desservant ces établissements, génèrent les autres ventes.

Les trois plus grands clients de Industries Lassonde inc. représentaient, en 2018, 29,2 % des ventes de la Société. La perte d'un de ces clients pourrait avoir un impact significatif sur les résultats de la Société. Un des clients de la Société représentait, en 2018, plus de 10 % des ventes de la Société.

### **Approvisionnement en matières premières**

La Société achète des matières premières qu'elle transforme en produits finis. La fluctuation du prix de ces matières pourrait donc avoir un effet haussier ou baissier sur les résultats de la Société. La Société est, entre autres, exposée aux risques climatiques touchant les récoltes des fruits utilisés pour les différents types de concentrés servant à sa production. Bien que la Société ait pour politique de se prémunir, lorsque les circonstances le justifient, contre des variations significatives dans les cours des matières premières en concluant des ententes à prix fixes avec ses principaux fournisseurs, ceux-ci ne peuvent généralement pas couvrir des périodes excédant un an. Le prix des matières premières pourrait également être touché par les guerres commerciales entre certains pays. L'impact des tarifs qui en résulte peut se faire sentir directement mais il pourrait aussi provenir d'augmentations de prix de vente par des fournisseurs non touchés par ces tarifs qui profiteraient de la hausse généralisée des prix de ces produits. De plus, la Société, tout comme un certain nombre de ses concurrents, achète une grande partie de son jus d'orange auprès d'un seul fournisseur.

Comme un certain nombre de ses concurrents qui utilisent une technologie d'emballage similaire, la Société effectue une partie importante de ses approvisionnements de carton laminé principalement auprès d'un fournisseur. La Société suit également avec attention le débat touchant l'utilisation du plastique dans les contenants et emballages.

### **Responsabilité de produits**

Toutes les entreprises de transformation des aliments sont exposées à des risques inhérents à la sécurité et à l'intégrité de leurs produits. La Société maintient des procédures d'assurance de la qualité dans toutes ses installations afin de réduire de tels risques. De plus, la Société contrôle la salubrité et l'innocuité des aliments par la certification aux normes mondiales « Global Food Safety Initiative » (GFSI). La Société rencontre aussi les exigences des programmes de sécurité alimentaire des divers gouvernements tels que la certification « PASA / HACCP » (Programme d'amélioration de la salubrité des aliments / Analyse des risques et maîtrise des points critiques), au Canada. Elle est également conforme aux normes « HACCP (jus) », tel que requis par les normes de contrôle fédérales américaines dans les usines de LPC et celle de OOB. Par ailleurs, si un tel risque se matérialisait, il pourrait dans certains cas entraîner un rappel coûteux de produits et entacher gravement la réputation de la Société. Elle maintient donc une couverture d'assurance pour sa responsabilité comme fabricant et d'autres couvertures jugées conformes aux pratiques courantes dans l'industrie.

### **Sous-traitance de la production à des spécialistes du conditionnement à forfait**

Une certaine proportion des produits de LPC est fabriquée par l'entremise de spécialistes du conditionnement à forfait. Bien que la Société soit en mesure de fabriquer dans ses usines les produits de LPC, la non-disponibilité de l'un de ces conditionneurs pourrait avoir un impact sur la rentabilité de la Société car elle ne dispose pas d'une capacité excédentaire suffisante en production aseptique pour répondre à tous les besoins de LPC. Ce risque est cependant atténué par le fait que plus de 73 % des besoins externes de LPC sont couverts par des contrats à long terme et que plus de 18 % de ces besoins externes sont comblés par les autres filiales de la Société. Le risque résiduel touche donc un faible pourcentage des ventes de la Société.

### **Distribution des produits**

La Société vend ses produits sur une grande partie du territoire nord-américain. La livraison de ces produits est à la charge de la Société pour une portion non-négligeable des ventes de la Société. Ceci expose donc la Société aux fluctuations des coûts de transport qui pourraient être affectés par des hausses de coût du carburant, une rareté du personnel opérant les véhicules de transport et des changements aux lois et règlements qui pourraient toucher le niveau d'utilisation des véhicules. L'augmentation de ces coûts pourrait réduire la marge bénéficiaire de la Société si elle n'est pas en mesure d'augmenter ses prix de vente pour pallier aux impacts des fluctuations de coûts.

### **Réglementation**

La production et la distribution de produits alimentaires, et l'impact de ces activités sur l'environnement, que ce soit au Canada, aux États-Unis ou ailleurs, sont assujettis à des lois et réglementations. L'impact d'une modification d'une telle loi ou réglementation dépendrait de la capacité de la Société à s'y adapter et à s'y conformer ainsi que des coûts requis à cette fin. Des changements dans l'environnement légal et réglementaire pourraient avoir un impact sur les coûts d'opération et les résultats de la Société. Ces modifications réglementaires pourraient inclure des changements aux lois sur les aliments et drogues, aux lois relatives à l'étiquetage, aux lois sur la concurrence et aux lois environnementales, y compris aux lois relatives à la réglementation des droits d'eau et de traitement. Ces modifications (notamment le projet de règlement prévoyant l'étiquetage sur le devant de l'emballage) pourraient influencer sur les résultats ou augmenter les coûts ou les passifs. D'autre part et bien que n'ayant pas un caractère réglementaire, les volumes de ventes de la Société pourraient être affectés par des changements potentiels du guide alimentaire américain et par les récents changements aux recommandations du guide canadien qui classe les jus de fruits dans la liste des produits à consommer avec modération. Finalement, la Société est d'avis que ses activités de production et de distribution et leur impact au plan environnemental sont actuellement

conformes, à tous égards importants, aux lois et règlements gouvernementaux, et qu'elle possède les permis et licences requis dans le cadre de ses activités.

### **Gestion de crise et plan de relève**

La Société a mis en place des plans de gestion de crise et de relève pour l'ensemble de ses activités. Un comité directeur supervise et révisé périodiquement les plans de toutes ses filiales. Ces plans prévoient, entre autres, plusieurs lieux physiques de relève en cas de désastre, des génératrices en cas de pannes d'électricité ainsi qu'un système de relève informatique.

### **Cybersécurité**

Dans le cours normal de ses activités, la Société a recours à des systèmes informatiques pour traiter, transmettre et conserver l'information sur tous les aspects de ses activités, ainsi que pour présenter ses résultats. De plus, une part importante de cette information concerne ses affaires et/ou ses clients et partenaires et elle est conservée soit dans les locaux de la Société, soit dans ceux de ses partenaires technologiques.

Ces systèmes pourraient être vulnérables à un nombre croissant de cybermenaces très élaborées et à d'autres défaillances, notamment celles issues d'interruptions des systèmes de télécommunications, de catastrophes naturelles, d'erreurs humaines ou d'autres problèmes de sécurité. Un tel événement pourrait empêcher ou interrompre l'exercice des activités de la Société ou entraîner d'autres conséquences négatives, y compris des coûts liés à des mesures correctrices, une perte de produits, des litiges, une atteinte à la réputation, et des amendes ou sanctions pénales. L'incidence d'un tel événement sur les résultats financiers de la Société, sur sa valeur de marché ou sur sa capacité à atteindre ses objectifs d'affaires stratégiques pourrait être importante.

La Société surveille, gère et améliore de façon régulière sa capacité à atténuer les cyberrisques par l'intermédiaire de ses programmes de cybersécurité à l'échelle de l'entreprise, de ses investissements dans la reprise après catastrophe, de sa gestion des risques et de la mise en œuvre de politiques, de procédures et de processus de contrôle, ainsi que de pratiques de gestion des contrats d'impartition pour faire face à de tels risques. Toutefois, rien ne garantit que ces mesures seront suffisantes pour parer à tous ces risques.

### **Réclamations et assurances**

Dans le cours normal des affaires, la Société est exposée à diverses actions et réclamations ainsi qu'à divers risques liés à son exploitation. Dans la mesure où des couvertures d'assurance sont disponibles, Industries Lassonde inc. limite le risque en s'assurant auprès de compagnies d'assurances contre la plupart des risques et réclamations liés à ses activités. Bien que les limites d'assurance soient revues annuellement, rien ne garantit que des dommages liés à des sinistres ou des réclamations ne puissent pas dépasser les couvertures obtenues.

### **Contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI »)**

---

Le chef de la direction et le vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Société sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information, au sens du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Ils sont assistés dans cette responsabilité par le comité de divulgation, lequel est composé des principaux dirigeants de la Société. Le comité de divulgation requiert d'être totalement informé de tout fait significatif touchant la Société afin de pouvoir évaluer ces renseignements et déterminer leur importance ainsi que le moment opportun de divulgation d'un communiqué le cas échéant. Bien que la direction examine régulièrement les contrôles et procédures de communication de l'information, ceux-ci ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et peuvent ne pas être en mesure d'empêcher ni de détecter les inexactitudes résultant d'une erreur ou d'une fraude en raison des limites intrinsèques qu'ils comportent.

Sous la supervision du chef de la direction et du vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Société, la direction a procédé à l'évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures liés à la préparation de documents d'information, y compris le présent rapport de gestion, la notice annuelle et la circulaire de sollicitation de procurations. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Société ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces au 31 décembre 2018 et, plus spécifiquement, que la conception de ces contrôles et procédures fournit une assurance raisonnable que les informations significatives relatives à la Société leur sont communiquées, analysées et traitées pendant la période de préparation de ces documents d'information.

### **Contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »)**

---

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. Tout le système de contrôle interne comporte des limites intrinsèques; en conséquence, le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peut fournir qu'une assurance raisonnable et peut ne pas être en mesure d'empêcher ni de détecter les inexactitudes résultant d'une erreur ou d'une fraude.

Sous la supervision du chef de la direction et du vice-président exécutif et chef de la direction financière, la direction a procédé à l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2018 en utilisant le cadre de référence du « Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission » (COSO). En fonction des résultats de cette évaluation, le chef de la direction et le vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Société ont conclu que le CIIF était efficace au 31 décembre 2018.

## Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

---

Il n'y a eu aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2018 qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura eu une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Limitation de l'étendue de la conception

---

L'évaluation et la conclusion de la direction concernant la conception des CPCI et du CIIF excluent les contrôles, les conventions et les procédures de OOB, société acquise le 31 mai 2018. La Société ne pourra bénéficier de cette exclusion aux fins des attestations requises pour les trimestres terminés après le 31 mai 2019. Le tableau suivant fournit une information financière sommaire utile concernant OOB.

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>Du 31 mai 2018 au 31 déc. 2018</b>
	\$
Ventes	66 957
Perte nette	(563)
	<b>Au 31 déc. 2018</b>
	\$
Actif à court terme	32 471
Actif à long terme	189 465
Passif à court terme	12 760
Passif à long terme	1 228

## Transactions entre parties liées

---

Dans le cours normal de ses activités, la Société achète, auprès d'entités contrôlées par le président du conseil et chef de la direction, des pommes et du maïs à des fins de transformation. Ces achats qui ont totalisé 0,2 million \$ en 2018 sont effectués à des termes et conditions similaires aux achats effectués auprès de producteurs externes non liés.

Les transactions entre parties liées sont présentées à la note 31 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

## Événement postérieur à la date de l'état consolidé de la situation financière

---

En date du 29 mars 2019, il n'y a aucun événement postérieur à souligner.

## Perspectives

---

La Société constate une légère baisse des volumes de ventes de l'industrie sur le marché américain des jus et boissons de fruits pour la période de douze mois se terminant le 31 décembre 2018. La situation est différente au Canada alors que les volumes de ventes de l'industrie ont été en très légère hausse par rapport à la même période de l'année précédente. Les ventes de la Société ont été en hausse de 4,4 % au cours de l'année 2018 lorsque comparées à la même période en 2017. Lorsqu'on élimine les effets de change et de

l'acquisition de OOB, la hausse ajustée s'établit à 0,1 %. Sous réserve de facteurs externes significatifs, et en excluant les effets de change ainsi que l'impact de l'acquisition de OOB pour maintenir une base comparable, la Société estime réaliser en 2019 un taux de croissance des ventes annuelles consolidées légèrement supérieur à celui de 2018.

La Société demeure préoccupée par les hausses de coûts importantes affectant le transport. Elle note également que les coûts élevés de la résine et autres matières premières achetées au quatrième trimestre auront un impact défavorable sur le coût des ventes du premier trimestre de 2019 alors que les coûts du deuxième trimestre devraient se rapprocher des moyennes historiques. La Société s'attend à ce que les augmentations des prix de vente continuent de prendre effet graduellement au cours de 2019 mais elle se doit de demeurer prudente face à un environnement concurrentiel rendu plus difficile suite, entre autres, à un changement de propriété affectant son plus important concurrent aux États-Unis. Au Canada, la Société demeure vigilante face aux effets potentiels des récents changements apportés au guide alimentaire canadien.

Du côté des approvisionnements, la Société note que le prix de la résine utilisée pour la fabrication de ses bouteilles de plastique est revenu à des niveaux se rapprochant des moyennes historiques. Elle constate par ailleurs que le prix des concentrés de pomme demeure élevé et qu'il est toujours soumis aux effets des tarifs douaniers tandis que le prix des concentrés d'orange est plus favorable. Les frais de transport se sont stabilisés à des niveaux supérieurs aux moyennes historiques et cela a un impact autant sur les frais de transport liés à la livraison des produits que sur le coût total de l'approvisionnement en matières premières. Les taux de conversion des achats des filiales canadiennes payables en dollars américains devraient avoir un impact légèrement favorable sur les résultats de 2019 mais avec un impact accentué au premier trimestre de 2019. L'utilisation de contrats de change à terme permet de stabiliser partiellement l'impact de la fluctuation des devises sur les résultats de la Société, mais la période de couverture de ces contrats de change n'excède habituellement pas douze mois.

La Société prévoit que son utilisation de fonds à des fins d'investissement connaîtra une hausse en 2019 lorsque comparée à la moyenne des cinq dernières années. Ceci s'explique, entre autres, par deux importants projets d'investissement destinés à doter la Société de capacités additionnelles tant au niveau des jus et boissons de fruits qu'au niveau des produits de spécialités alimentaires. La Société estime que l'utilisation de fonds à des fins d'investissement pourrait atteindre entre 45 millions \$ et 55 millions \$ en 2019. Ces déboursés auront un effet limité sur le résultat net de la Société en 2019 et auront surtout un effet sur les flux de trésorerie de la Société.

## Information additionnelle

---

Au 31 décembre 2018, le capital-actions émis et en circulation de la Société est constitué de 3 221 300 actions de catégorie A à droit de vote subalterne et de 3 752 620 actions de catégorie B à droits de vote multiples.

Le présent rapport de gestion est préparé en date du 29 mars 2019 et est disponible sur le site Internet de Industries Lassonde inc. Le lecteur trouvera ce même rapport de gestion, la notice annuelle, les documents complémentaires, les communiqués de presse ainsi que davantage de renseignements sur la Société sur le site Internet de SEDAR au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## Dividendes – Exercice financier 2019

---

Le tableau qui suit présente les dates actuelles ou prévues pour la déclaration, l'inscription au registre des actionnaires et le paiement de dividendes au cours de l'exercice financier 2019, le tout sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de déclaration	Date d'inscription	Date de paiement
14 février 2019	26 février 2019	15 mars 2019
10 mai 2019	23 mai 2019	14 juin 2019
9 août 2019	21 août 2019	13 septembre 2019
8 novembre 2019	20 novembre 2019	13 décembre 2019

Le 29 mars 2019